

rouge

hebdomadaire d'action

communiste

la révolution chinoise a vingt ans



n° 32 / 1 franc

29 septembre 1969

agir

VOIR ET ATTENDRE

La gauche française a tout raté.

Bercée par le rythme des conversations uniques, elle fut brutalement réveillée en mai par le fracas des luttes de classe déchainées. Romptant les amarres légales que respectaient bien fort tous les grands démocrates auteurs de « programmes communs », la classe ouvrière a imposé sa voix par-dessus la cacophonie de tous ces politiciens désesparés. Et aujourd'hui c'est encore la sienne qui se fait entendre.

Eux, effarés, choisissent de limiter leur horizon à celui des travées parlementaires. Alors que les travailleurs, dès la rentrée, ne laissent pas trois mois de répit au pouvoir, ils préfèrent glosier à l'infini sur le « socialisme de demain ». Ils préparent des colloques, des séminaires, Mitterrand exposera sa « part de vérifié », Savary son « plan d'action », Buron son « objectif 1972 » et Rocard sa « solution socialiste à visage humain ».

Car ils ont décidé, conformément à leur aspirations étiquetées, que tout était à refaire.

Ce qu'il faut, expliquent-ils vaillamment, c'est définir le socialisme pour qu'il plaise ; lui donner tous les attributs de la séduction.

La politique, c'est leur affaire, leur ministère, leur place taillée dans le fromage bureaucratique de l'Etat bourgeois.

Comment pourraient-ils penser que la question se pose autrement quand ils sont si loin de placer leurs fesses sur les doux fauteuils du pouvoir ?

En fait toutes leurs phrases creuses n'ont qu'un sens. Quand ils raisonnent comme des tambours, c'est pour faire durer. Voir en attendant et attendre pour voir l'éclaircie se produire dans cette mêlée où ils ne comprennent rien, est leur seul objectif.



Prenant leur apathie pour de la réflexion, ils dépêignent un monde où la bourgeoisie, malgré quelques avatars, est bien à son aise et où les travailleurs servent d'apprentis à leurs manœuvres. Et comme rien ne presse, puisque tout rentrera dans l'ordre — crise internationale ou grèves sauvages — ils attendent le moment de pouvoir refaire surface.

COMPRENDRE ET AGIR

Ce moment ne viendra pas. Car la crise qu'ils traversent c'est aussi la crise du système aux dépens duquel ils vivotent.

Ce qu'annoncent les difficultés actuelles du capitalisme international, ce sont des difficultés pires encore.

● Aux U.S.A., tandis que le coût de la vie augmente, la consommation marque le pas. Les stocks s'accumulent chez détaillants et grossistes ; le trafic intérieur ralentit. La mévente se généralise, mordant sérieusement les profits des grosses sociétés.

La politique du gouvernement Nixon ne peut d'ailleurs qu'alimenter ce processus. Cherchant à juguler l'inflation créée par le boom, en restreignant le crédit, il se voit aujourd'hui contraint de renverser la vapeur, tant les capitaux se font rares.

Pour prévenir la récession menaçante, Nixon doit modifier sa ligne ; et la modifier c'est précipiter la crise du système monétaire international.

● La surchauffe de l'économie ouest-allemande laisse déjà présager des retours de manivelle. L'augmentation prochaine des prix allemands, jointe à la pénurie probable des capitaux, largement investis à l'étranger, donnera à l'économie de la R.F.A. un coup sévère, qu'elle pourra d'autant moins parer que les voies pour en sortir seront bouchées.

La crise de ses voisins (le redressement français et l'austérité anglaise ; la fin du boom aux U.S.A.) ouvrira la route à l'exportation des capitaux ouest-allemands, bouclant ainsi la boucle d'une crise générale des grands du système capitaliste mondial.

● Si cette coïncidence entre la fin du boom aux U.S.A. et la récession en R.F.A. prenait un tour aigu, — si ces deux récessions n'étaient pas décalées par six mois d'intervalle — l'économie capitaliste se trouverait dans sa plus mauvaise posture depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

L'égoïsme national des capitalistes européens, japonais, américains, prendra alors le dessus du navire en détresse, précipitant d'autant le moment où il prendra l'eau de toute part.

Quels que soient les délais impartis et les rythmes de développement, les résultats seront grossièrement les mêmes.

La crise qui vient trouve une classe ouvrière française, héritière de mai ; italienne, aguerrie à plus d'un an de luttes violentes ; allemande sortant de la torpeur.

Dans ce contexte les contradictions de classe, s'offrant de plus en plus clairement au regard des travailleurs, donneront naissance à des combats d'envergure.

Et parce que cette crise est la crise du système capitaliste et non de quelques-uns de ses détails accessoires, parce qu'elle marque de son sceau l'année 70 qui approche, ce qui doit être mis à l'ordre du jour des préoccupations c'est bien l'initiative et non la passivité, la lutte et non le compromis, la préparation des combats et non l'organisation des défaites.

S'ORGANISER ET LUTTER

Pourtant chacune des luttes qui ont inauguré cette rentrée en France, s'est conclue par des compromis farceurs dont les travailleurs étaient les dindons. Le meilleur échantillon en est la promesse des deux jours de repos à la fin de la semaine pour les travailleurs de la R.A.T.P. en 1970... en échange de 5 minutes supplémentaires quotidiennes.

De qui se moque-t-on ?

Des négociateurs de la C.G.T. qui sortent des locaux patronaux ou ministériels, plus embarrassés des explications qu'ils auront à fournir que des piétres résultats qu'ils ont obtenus ? Soudain pris d'une fièvre démocratique ils veulent d'abord « consulter la base » avant de donner leur avis là-dessus. La base, on lui recommande de ne pas continuer « toute seule » et on dresse autour d'elle la muraille des compars qui ont déjà repris, là-bas, dans les dépôts à peine connus et auxquels on a raconté la même chose.

Ou bien peut-être se paie-t-on la bonne tête de ceux qui écoutent Pompidou raconter, guenard, que la plus haute ambition d'un travailleur doit être de se serrer la ceinture (« de ne pas acheter la machine à laver ») pour permettre à la nation (à Pompidou et à ses acolytes) de se sortir du mauvais pas où ils piétinent.

Après la S.N.C.F., la R.A.T.P., la C.T.M., les P. et T. se mettent en grève, bientôt l'E.D.F. Parmi ceux qui ont pris l'initiative avec enthousiasme, plus d'un est rentré la rage au cœur. Séguy l'a dit, tant que « l'alternative démocratique » n'est pas prête, les grèves ne peuvent déboucher. Déboucher sur la « démocratie avancée » bien sûr.

Or les syndiqués et non-syndiqués qui participent à l'effervescence sociale ou qui s'y apprêtent savent désormais qu'il n'y a rien à attendre de ces promesses, parce qu'elles ont déjà été englouties sous la marée de mai.

C'est la tâche des militants révolutionnaires de s'organiser et d'entraîner avec eux les travailleurs avancés dans les luttes pour faire valoir l'opinion et la volonté des travailleurs contre la volonté de capitulation des centrales.

C'est leur devoir de faire des organisations syndicales, leurs organisations de combat. De s'y renforcer en se regroupant ; d'en conquérir le gouvernail, sans le laisser dans des mains pour lesquelles il pèse beaucoup trop lourd.

Se préparer à l'action, même si la préparation requiert des trésors de patience et d'ingéniosité, voici l'objectif. Car aujourd'hui, seule l'action clouera au sol l'austérité capitaliste et ses floritures ; seules la volonté et la capacité d'agir constituent une « manière raisonnable » de prévoir l'avenir.

Je désire prendre contact avec la Ligue communiste (Section Française de la IV^e Internationale).

- afin d'assurer une correspondance régulière...
- afin de participer à ses activités militantes.

Nom
Adresse
Profession
Age
Lieu de travail

Toute correspondance « ROUGE » : B.P. 201 Paris-19^e

pompidou et la "nouvelle société"

sommaire

- p. 4 Après un petit frisson de peur.
- Montpellier : grève à la CTM.
- p. 5 Argenteuil
- p. 6 Université ; lycées.
- p. 7 Justice ; armée ; prostitution.
- p. 8-9 La révolution chinoise a vingt ans.
- p. 10-11 Point rouge.
- p. 12. La drôle de campagne électorale des ouvriers allemands.
- p. 13 La crise italienne.
- p. 14 Tchad ; Vietnam ; Argentine.
- p. 15 Palestine : le F.P.D.L.P.
- p. 16 les agriculteurs.



Photos Elie KAGAN

Depuis quelques temps, le gouvernement et son président de la République ressentent la nécessité de compenser la mesquinerie de leurs actions quotidiennes (la dévaluation, par exemple) par de grandes prophéties sur l'avenir (la « nouvelle société », par exemple).

Cette fois, une pauvre machine à laver a réussi à ramener sur terre l'esprit du Français moyen ; à lui faire comprendre par quelques phrases bien senties le caractère dramatique de la situation et la ferveur qu'il fallait apporter à la modifier, tous ensemble.

Le président a même ajouté qu'il se contenterait finalement de peu : « Je ne cherche pas l'exaltation, la ferveur me suffit. » De quoi s'agit-il donc ?

C'est très simple : tout va mal, et pourrait aller bien mieux, si l'effort collectif supplante les petites mesquineries de l'égoïsme salarial.

I. — LES CAUSES

La bourgeoisie sclérosée.

Chaban-Delmas, dans sa profession de foi à l'Assemblée nationale, l'avait dit : notre bourgeoisie est vieille et sclérosée, en un mot hors d'usage. Il faut qu'elle se dérouille les jambes pour apprendre à courir les sprints de la compétition industrielle du XX^e siècle.

Pour cela, pas de secret : il faut moderniser, rationaliser, concentrer. Il faut que les gros requins avalent les petits poissons.

Cela, le gouvernement s'en charge, en distribuant les royalties (sous forme d'avantages fiscaux et tarifaires) aux monopoles économiques en place. Pompidou vient de se charger de leur prodiguer des encouragements supplémentaires.

Les travailleurs paresseux.

Mais pour que le système fonctionne, il faut davantage : que l'« effort collectif » soit surtout fourni par ceux qui ont dans les mains de quoi les fournir, ceux qui produisent.

Les travailleurs, ainsi appelés à se racheter du tort qu'ils ont fait à la « Nation » en se révoltant en mai-juin 68 contre l'exploitation, sont conviés à la tâche (1).

Si on sait que la France est le pays où les travailleurs produisent le plus intensément, on a déjà un aperçu de ce qui signifie l'accélération des cadences, les licenciements ; tout ce que Pompidou appelle la rentabilité.

II. — LES REMÉDES

L'épargne forcée.

Le grand mal, selon le chef de l'Etat, c'est que les Français dépensent trop et trop vite. La machine à laver c'est le symbole de cette folie dépensière.

Sur ces entre-faites, tout le monde est incité à abandonner son bas de laine et à le confier à la Caisse d'épargne, aux chèques postaux, à la banque. Courez sans tarder au guichet le plus proche, car chaque instant perdu est un sabotage pour mon régime, profère Pompidou.

Malheureusement pour lui, la confiance ne règne pas dans les ménages, et si on n'en est pas encore au temps où le prix du repas au restaurant grimpe entre le hors-d'œuvre et le dessert, on n'est pas assuré que le coût des aliments ne change pas d'un repas à l'autre.

Sur ce plan, comme sur les autres, le plan du gouvernement sera mis en échec. Personne n'a envie de « freiner la consommation intérieure ». « Un tiens vaut toujours mieux que deux tu l'auras ».

Relancer les vieilles idées.

Des tiroirs gaullistes, Pompidou vient de ressortir tout spécialement un vieux joujou : la participation. Aussitôt, « France-Soir » sort un gros titre sur l'actionnariat populaire.

« C'est une vieille idée », a dit Pompidou, « qui consiste à abattre les barrières entre le travail et le capital ».

Et si c'est une vieille idée, il faut bien reconnaître que

l'écho qu'elle suscite n'est pas nouveau non plus : zéro, néant. Et pour cause, quel travailleur peut vouloir qu'une partie de son salaire soit différée (au moins pendant cinq ans) pour le seul profit du capitaliste auquel il s'ajoute encore.

La ficelle est usée : « Il faut recréer des attaches ». Si vous voulez, l'ouvrier français n'est pas assez lié à sa chère usine ; il ne s'y intéresse guère. Le moyen de l'y attacher, c'est de lui faire croire qu'elle est un peu sa chose. Ainsi, il deviendra conscient « de ses droits et de ses devoirs ».

Son droit d'être actionnaire, son devoir d'être responsable, de ne plus se mettre en grève à tout propos — un actionnaire ne fait pas grève. « Droits et devoirs additionnés, cela s'appelle responsabilité ».

Ainsi, lié par de nouvelles « attaches », fort de ses « responsabilités », le travailleur français montrera l'exemple, car « ceci s'applique à la famille, à l'université, à la profession, à la cité, à la région, à la nation. » Tous actionnaires, en somme.

L'Université au pas.

Pour cette maison turbulente, il faut « quelle cesse tout de même d'ignorer systématiquement comme elle le fait parfois, les urgences nationales ». Tout de même !

Transformer les horde débraillées de l'Education nationale en une école disciplinée d'enfants de troupe, au service de l'économie capitaliste par « un contact permanent et souple entre notre éducation nationale et le monde économique et social », fait partie des soupirs traditionnels de la bourgeoisie.

En rangs serrés, l'Université doit marcher au pas de la « rentabilité » et du « profit ». « Préfère-t-on que nos entreprises perdent de l'argent ? », demande le président Pompidou.

Dans les facultés nouveau modèle, on apprendra cela aussi, qu'il ne faut pas gaspiller l'argent, et comme charité bien ordonnée commence par soi-même, on rentabilisera l'université en la débarrassant de tous ceux qui ne sont pas prêts à devenir les cadres dociles d'une Bourgeoisie étiquetée et incapable.

Il ne partira pas !

Voilà et comme pour réaliser ces grandes tâches il faut bien sept ans, le président « démocratiquement élu » ajoute : « Je tiens à prévenir tout le monde que, comme chef de l'Etat, je ne partirai pas non plus ». (2)

Cette fois, il tient le bon fauteuil, et se cramponnant fermement, annonce haut et clair qu'on ne l'en délogera pas de si tôt.

Symbolique parfait de la poltronnerie bourgeoise fanfaronne, Pompidou, drapé dans « le respect des institutions et de l'ordre républicain », tente d'offrir à sa piétaille, l'image de la stabilité qui dure.

Mais chacun, derrière les phrases redondantes, a pu voir l'incertitude de tout le régime sur son avenir.

Avec une morale de rentier, on ne forge pas de grands idéaux. Avec une vantardise d'académicien, on n'impressionne personne, et personne n'y croit.

La nouvelle société vient de faire ses premiers pas : a estimé le président du groupe U.D.R., après la conférence de Pompidou. Les godillots cherchent des encouragements. Mais déjà, les pieds se tendent nombreux, très nombreux pour faire les crocs-en-jambe sur lesquels elle fera la culbute.

(1) Pompidou, pour noircir le tableau, a déclaré lors de sa conférence de presse, que mai-juin 68 avaient fait prendre à l'économie capitaliste française un mois de retard dans la compétition européenne. Et après !

Mais le « Monde », pointilleux, rectifie le président. « Une semaine seulement ». Tant pis !...

(2) Non plus, parce que la première fois, en mai 1968, il n'est pas parti ; c'est son supérieur hiérarchique qui l'avait congédié.

après un petit frisson de peur

(Comment Poujade, Viansson-Ponté, voient la grève.)

Il y a bien des bavures, mais ça va quand même mieux. A lire la presse bourgeoise, on croit entendre entre les lignes des soupirs de soulagement. Ouf ! Cette fois-ci ça n'a pas été trop loin... Au jour le jour, comme des giroettes, commentateurs et hommes politiques hument le vent. On fait de nouveau ami-ami avec les syndicats : les travailleurs, après tout, on les comprend... Finalement, ils ont été sages, ils sont rentrés dans le rang. Cheminots, employés de la R.A.T.P., vous nous avez inquiétés, mais comme vous êtes de bons bougres. On se rassure, mais aussi on s'interroge. On se demande ce qui arrive. Viansson-Ponté cherche à percer les mobiles de Séguy, et mesure la portée de la fameuse petite phrase, la place dans son contexte : il ne perd pas l'occasion de signaler que « les derniers jours, la C.G.T. a pesé de nouveau contre les grèves » sauvages en faveur des pourparlers et a finalement freiné ou empêché l'extension des conflits au fond elle a joué son rôle habituel, se contentant de montrer un peu les dents pour faire plaisir aux gauchistes. Mais Viansson-Ponté conclut par une interrogation : « en sera-t-il toujours ainsi ? », c'est en partie un procédé de style, qui consiste à donner de la valeur à l'article en effrayant le gogo, ça veut dire aussi que l'hypothèse n'est pas absolument à écarter, même si elle est improbable. Poujade (Robert) maintient dans « Midi Libre » que Séguy a vraiment passé la mesure — hé oui ! il y a une mesure que le parti communiste ne doit pas franchir. Pourquoi fait-il des écarts ?

Pourquoi un langage et une pensée aussi déraisonnables ? A vrai dire, et on ne peut en être que profondément inquiet, le parti communiste a lui-même été gravement ébranlé par les événements de mai. Débordé par les « gauchistes » des barricades, il craint encore et toujours d'être tourné sur sa gauche. Il n'y a rien de pire que les résolutions dictées par la peur ». Quelle analyse profonde ! Les « gauchistes » sont flattés, Monsieur Poujade, mais ils connaissent le P.C. et la classe ouvrière un peu mieux que vous. Ils savent fort bien qu'ils ne sont pour rien dans les grèves de la dernière semaine, ni dans les autres, ni le P.C. non plus, mais que la classe ouvrière y est pour beaucoup.

Nulle organisation politique ne « déclenche » une grève sur mesure... Pourquoi un langage et une pensée aussi déraisonnables ?

La bourgeoisie elle-même devrait vous licencier pour erreur politique. Elle ne peut être que profondément inquiète de se savoir gouvernée par un homme qui voit des gauchistes partout. Poujade est un traumatisé de mai. Il n'y a rien de pire que les discours dictés par la peur. L'individu conclut par une citation de Saint-Just, qui est une menace directe - il n'y a pas de liberté pour les ennemis de la liberté - Poujade a de la chance, il peut citer Saint-Just sans se faire arrêter.

Imaginons Séguy proclamant à la Mutualité qu' « il n'y a pas de liberté pour les ennemis de la liberté ! » Quel gigantesque tollé ! « Rouge » emploierait la phrase à propos de Poujade, il aurait bien des chances d'être mis à l'amende.

Poujade enfreint la loi. Cet homme est dangereux et gaffeur ; décidément. Pompidou ou un autre feraient bien de lui retirer sa sinécure. Mais Pompidou compare Poujade à Fabrice Del Dongo — c'est de l'érudition mal placée.

Division du travail, Viansson-Ponté s'interroge mélancoliquement. Poujade part en guerre, Duverger raconte des inepties. Tissus d'inepties, son article sur les « grèves sauvages » (c'est le sujet à la mode) publié dans « Le Monde » du 23 septembre (« des » sauvages « ... civilisés »). Inépties et banalités. En général, l'impulsion est donnée par des éléments jeunes, parfois « gauchistes », maoïstes, trotskystes, anarchistes ou communistes contestant les directives de leurs partis, mais pas toujours ». D'où tient-il cela ? De Poujade ? auraient-ils accès aux mêmes renseignements ? (La police peut bien être stupide, après tout ; n'existe-t-il pas un texte de la direction de la police suisse établissant irréfutablement que les Russes sont intervenus en Tchécoslovaquie parce que Dubcek devait maoïste ?) Les grévistes sont durs... mais les revendications ne sont ni messianiques ni millénaristes... Il n'empêche que les employeurs sont défaites... Les modes de production sont moins mis en cause que les proportions actuelles de la répartition ! Mais c'est une ruse ! Parce que les grévistes sont méchants, ils refusent, au scandale du professeur de droit, de se plier à la règle du préavis. C'est la preuve qu'ils n'ont pas renoncé à la révolution. De l'analyse, — fausse — à la menace — vraie : les sociétés occidentales sont en train de voir s'affondrer leurs systèmes de valeurs qui [...] en dehors de la répression et de la coercition permettent une vie communautaire ». M. Duverger, chrétien « ni messianique ni millénariste », envisage la répression et la coercition comme moyen de rétablir la « vie communautaire » valeur des valeurs. On s'en souviendra quand il ira, comme à son habitude, faire des tournées en province avec son compère Andrieu pour parler de l' « unité de la gauche ».

Encore une fois, quelle métaphysique !

Les grèves actuelles seraient beaucoup plus sauvages qu'on ne le dit... car elles concerneraient le refus de jouer le jeu dans son ensemble... « Politique de grand guignol. Les grèves semi-sauvages seraient plus efficaces que celles de 68 parce que plus acceptables pour les « civilisés ». En somme, Duverger est rassuré. Y'a plus que des bons nègres. Les méchants se sont effacés dans les coulisses après mai 68. Ils tirent encore quelques ficelles, animent quelques pantins, mais ce sont les syndicats qui posent les décors. Tout va bien.

Après un petit frisson de peur, ces gens-là reprennent de l'assurance. Mais ils voient tellement trouble qu'on se demande si Mai ne leur a pas faussé le jugement ; après Mai, ils s'imaginent qu'il n'y a plus de travailleurs, ils ne les voient plus, ils ne voient qu'un duel gigantesque entre la bête et l'ange gardien, les « gauchistes » et les syndicats. Ce manichéisme leur jouera des tours.

l'indépendance selon peyrefitte

Alain Peyrefitte, ex-ministre de l'Education nationale balayé par les universités de Mai, et député-maire U.D.R. de Provins, essaye de faire parler de lui en défendant le régime avec vigueur.

L' « affaire Séguy » lui a donné dernièrement l'occasion de faire valoir ses bons offices de chantre de la V^e République.

Il avait notamment déclaré :

« La C.G.T. se comporte comme une organisation à la botte du parti communiste, en sorte que l'on ne sait pas, quand M. Séguy s'exprime, s'il s'exprime en tant que membre du bureau du Parti communiste français ou en tant que chef syndicaliste. C'est cette confusion qui est en soi, regrettable. » (< Le Monde > - 20 septembre).

Peu importe ce que Peyrefitte peut penser des rapports entre la C.G.T. et le P.C.. Pour notre part, nous ne sommes pas révoltés à l'idée qu'une organisation syndicale soit dirigée par des communistes, s'ils sont les meilleurs militants de la classe ouvrière.

Ce n'est sûrement pas le cas d'un Séguy, mais ce n'est pas à la bourgeoisie et à ses Peyrefitte de donner des leçons d'indépendance.

• Le Monde • du 10 septembre communiquait en effet :

« M. Jean Dours, directeur de la Sûreté nationale, vient d'être nommé directeur général de la police nationale... »

Le nouveau flic en chef est maire d'Auch, inscrit sur les listes U.D.R.

Alors M. Peyrefitte, la police est-elle oui ou non à la botte de l'U.D.R., c'est-à-dire de vous et de vos semblables ?

montpellier la grève de la c.t.m.

Les syndicats CGT et CGT-FO du personnel des services de nettoyage avaient déposé un préavis de grève illimitée pour le 11 septembre, témoignant par là de leur volonté de lutte ; c'était sans compter sur les craintes des dirigeants syndicaux de voir se développer une lutte résolue contre le système.

Les permanents CGT ont expliqué que cette grève serait « impopulaire », (sans doute redoutaient-ils un handicap de la « gauche » aux prochaines élections municipales) et que cette grève ne serait pas « raisonnable » puisque les mêmes catégories de travailleurs n'avaient pas, dans les autres villes, ce que possédaient déjà les éboueurs montpelliérains. Incapables de saisir la volonté de lutte des travailleurs, les dirigeants syndicaux n'ont pas hésité à saboter une action avec des conciliabules de préfecture et l'aide du canard local « Le Midi Libre » qui annonçait de « source syndicale » avant même la décision des travailleurs que le service normal aurait lieu. Des manœuvres identiques avaient déjà abouti en juin 1968 à ce que les travailleurs du service de nettoyage reprenaient le travail dans les premiers, afin de faciliter la « reprise ». Les 2 % obtenus par les travailleurs alors qu'ils en réclamaient 17 les laissaient plus qu'insatisfait : conclusion, le syndicat CGT le plus puissant de l'entreprise jusqu'en Mai 68 perd l'essentiel de ses adhérents. Mais le jour est proche chez les boueux où l'on n'écouterait même plus les balivernes des permanents syndicaux.

COMMENT ON DIVISE UNE LUTTE

Le jeudi 11 septembre, les travailleurs du service « exploitation » de la SNCF sont les premiers de leur catégorie à se mettre en grève à la suite des roulants ; mais les dirigeants syndicaux limitèrent là encore l'action à des revendications très locales de peur, sans doute, que le mouvement des roulants ne s'étende à l'ensemble des travailleurs de la SNCF et du secteur nationalisé. En fait, dès le vendredi les employés, après promesse de la satisfaction des revendications reprenaient le travail ; cependant sur de tels objectifs et avec un tel cloisonnement des luttes, la grève n'a été suivie qu'à 40 %.

LE HAUT NIVEAU DE COMBATIVITÉ OUVRIERE

Par les mots d'ordre qu'ils avançaient et par leur annonce d'une grève illimitée, les travailleurs des transports urbains montraient la voie. Leur haut niveau de combativité n'est pas un phénomène nouveau puisque déjà ils avaient entrepris, quelques mois avant Mai 68 une action longue de près de 3 semaines et qui avait permis aux autres travailleurs comme aux étudiants de manifester concrètement leur solidarité politique et matérielle (équipes communes de collecte).

Les employés de la CTM (Compagnie des Transports de Montpellier), avaient lancé les trois mots d'ordre de lutte qui peuvent être repris par l'ensemble des travailleurs :

- réduction du temps de travail ;
- maintien des avantages acquis ;
- échelle mobile des salaires.

Malgré les déclarations du secrétaire local de l'UL-CGT selon lesquelles « la grève des roulants et celle de la CTM n'avaient aucun lien, et n'étaient que pure coïncidence », les travailleurs de la CTM lancèrent leur mouvement sur ces « revendications surprenantes » aux dires de la direction. Bien vite, ces mots d'ordre ont été abandonnés (« ils n'étaient pas suffisamment négociables »). Les travailleurs témoignaient cependant leur volonté de lutte en repoussant par un vote de 121 contre 1 la reprise que proposait la direction après 5 jours de grève. Ayant obtenu satisfaction quant à la réduction du temps de travail, mais aussi et surtout par manque de perspectives de luttes globales, les travailleurs reprenaient le travail le dimanche 21 septembre.

Face à ce haut niveau de combativité, les militants révolutionnaires se devaient d'essayer de décloisonner les luttes, de les unifier sur des mots d'ordre tels que ceux avancés par les traminots. Le journal local de la Ligue communiste « La Lutte » distribué devant les entreprises et à la population s'efforçait de replacer dans leur contexte les luttes entreprisées par les travailleurs, et de leur donner ainsi un débouché politique et organisationnel.

Une campagne massive d'affiches reprenant les mots d'ordre de la CTM fut lancée et porta ses fruits, puisque le journal local du PCF (« La Marseillaise »), fut obligé de préciser à propos « de la position de certaines affiches signées par la Ligue Communiste que les représentants du personnel n'avaient sollicité l'appui d'aucune organisation politique. »

A travers chacun de ces combats, est apparue la détermination de l'UL-CGT de tronçonner un vaste mouvement qui menaçait de paralyser Montpellier.

Par contre, de plus en plus nombreux sont les travailleurs favorables aux perspectives opposées par les militants révolutionnaires à l'organisation des défaites, sous l'œil vigilant du secrétaire de l'Union locale. Les exemplaires de « La Lutte », avaient rarement suscité autant d'intérêt devant les entreprises. A l'intérieur de celles-ci, des travailleurs commencent à défendre ouvertement son contenu. En fait, derrière l'apparent demi-succès (ou déniéchec ?) des luttes montpelliéraines, c'est le combat décisif qui se prépare.

l'égoïsme des français

« Entreprise », revue des patrons écrite pour les patrons, livre dans son numéro du 20 septembre ses dernières réflexions amères sur l'égoïsme des Français.

Un de leur gratté-papier a couché sur sa belle page ce que toutes les cervelles patronales avaient sur la patate depuis longtemps.

• Ils veulent tout avoir !

• Les fonctionnaires (1 868 000) disposent d'un statut qui va à l'encontre des règles de l'efficacité ; les roulants de la S.N.C.F. ont des conditions de travail difficiles mais personne n'accepte de voir qu'en France la S.N.C.F. emploie un agent pour 125 mètres de voie alors que, pour le réseau new-yorkais, il y en a seulement un par 500 mètres de voie. Non seulement les Français voudraient tout avoir mais aussi garder tous leurs priviléges. »

• 50 millions de mécontents !

• La grande difficulté est bien que, chaque fois que l'on voudra s'attaquer à des réformes, on fera des mécontents. Le jour où l'on s'attaquera au dossier de la Sécurité sociale, on fera même 21 millions de mécontents. Et si l'on fait le total des réformes et des futurs mécontents, on arrivera vite à... 50 millions de Français ! Il faudra pourtant bien en arriver là. »

p.t.t. : pas de répit...

argenteuil : agression fasciste ou dénonciation policière ?

Lundi 22 septembre, au centre de la rue d'Alleray (XV^e arrondissement), 90 % des postiers, réunis en assemblée générale votent l'entrée immédiate dans la grève. Tout de suite, les guichetiers se joignent à eux. Ils sont passés à l'action à six cents, sans attendre l'effectuation du préavis, parce que pour eux, on ne pouvait pas s'en remettre à la journée de grève du 2 octobre.

Une journée d'arrêt de travail à laquelle tout le monde est préparé, pour laquelle le gouvernement, les directions responsables, prennent leurs dispositions, cela ne va pas plus loin qu'une manifestation symbolique, cela fait partie d'un système contrôlé de troubles de fonctionnement.

Rue d'Alleray, le 22 septembre, les postiers ne s'en sont pas remis à des moyens de pression depuis longtemps dévalués.

Trois jours plus tard, les postiers du centre-tri Brune (XIV^e arrondissement) entrent, eux aussi, dans la grève. Brune est un centre ultra-moderne, semi-automatisé, qui regroupe 1 200 employés.

Tous les envois Paris-banlieue y sont centralisés. Comme à Alleray, on se mobilise contre la dégradation des conditions de travail : l'aménagement des horaires de congé (revendication du samedi et du dimanche) notamment. Il y a à Brune un détonateur particulier : la suppression par la direction des locaux syndicaux.

D'un centre à l'autre, ce sont toujours les mêmes problèmes que l'on retrouve.

1. Le problème des auxiliaires.

Les auxiliaires sont en principe embauchés dans une période de pointe (Noël, été). Ils sont de fait utilisés toute l'année et servent de volant de main-d'œuvre sous-payé, sur qui pèsent les surcroits de travail, et n'ayant aucune sécurité de l'emploi.

• La titularisation des auxiliaires est un mot d'ordre-clé. •

2. Les stagiaires.

Ils constituent une part importante des effectifs.

Avant d'être titularisé, chaque postulant doit faire un stage, obligatoirement à Paris, pour un ou deux ans.

C'est une période pendant laquelle le stagiaire, avec 820 francs par mois, coupé de sa famille, vit dans des conditions tout à fait précaires (logement de fortune, le plus souvent en foyer dépendant des P. et T.).

Or, cette année, la direction vient d'annoncer une réduction des mutations, c'est-à-dire une réduction des effectifs qui, après le stage, vont trouver une affectation professionnelle stable et normale, en même temps qu'un salaire plus élevé.

Avec la réduction des mutations, avec l'emploi de plus en plus massif des auxiliaires, avec la diminution des créations de postes (limitation des listes de concours), la direction des P. et T. suit une politique claire.

La « stabilisation », puis la « compression » des effectifs sont encore le moyen le plus sûr de réduire les « dépendances de fonctionnement ».

Cette politique en cours depuis plusieurs années, accélérée depuis le budget de dévaluation, a préparé le climat de rentrée.

L'un de ses atouts est la division du personnel, en catégories et statuts cloisonnés. Aussi la défense du mot-d'ordre

A TRAVAIL EGAL, STATUT EGAL

la revendication de fusion des catégories de préposés, sont-elles, décisives.

L'intensification du travail qui résulte des mesures prises s'accompagne d'un cortège de pressions : « espionnage » de plus en plus insidieuse des inspecteurs. On traque les temps de battement. Dix minutes de retard entraîne un procès-verbal. Tout est noté dans la « feuille de carrière » qui suit à la trace (travail, rendement, « conduite ») la promotion d'un employé, directement dépendant de l'arbitraire du chef.

Même les acquis de mai ont été atteints. Dans les triskènes, les brigades de transbordement n'ont plus droit aux deux jours de congé « rendus » pour une journée de travail le dimanche. Cela précède-t-il une généralisation de la mesure aux brigades du tri ?

Encore une fois, derrière des revendications apparemment catégorielles, la grève prend une portée politique.

Ce sont les pseudo-critères de rentabilité de la direction des services publics, c'est le mode de gestion de ces services, le budget d'austérité, qui sont en cause.

Pris de court par la rapidité de la mobilisation, le haut niveau de combativité dans les services publics, dans un point névralgique où précisément il comptait faire la preuve de sa fermeté, le gouvernement Pompidou vient encore une fois de lâcher les commandes :

Après la succession de grèves à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P., il comptait briser la chaîne, isoler en les espaçant de plus en plus les mouvements de lutte.

Entre la fin de la grève R.A.T.P. et la journée d'action dans les postes, il était prévu un répit de près de quinze jours. Mais les postiers n'auront pas laissé le gouvernement gagner du temps.



Nous avons souvent condamné les actions putschistes et le néant politique des « mao-spontex » de « La Cause du Peuple ». Cette fois, de quoi s'agit-il ? A en croire « L'Humanité » et le journal local du P.C. (La Renaissance du Val d'Oise), les maoïstes auraient pris prétexte du problème de la suppression du bidonville pour déclencher une « attaque fasciste » contre la population laborieuse d'Argenteuil et sa municipalité qui fait tout ce qu'elle peut pour résoudre un problème dont l'incurie gouvernementale ne fait qu'aggraver l'acuité. A cette provocation anticommuniste, la population laborieuse, au premier rang de laquelle marchaient les habitants du bidonville, aurait répondu par une grande manifestation, forte, tranquille et responsable, quoique tout à fait indignée. Bien. On connaît ce genre de mythologie. Qu'en est-il exactement ?

Il semble que l'action maoïste se soit développée sur le terrain d'un réel mécontentement des habitants du bidonville, menacés d'expulsion sans que leur relogement soit assuré. Les maoïstes, mis au courant par des contacts déjà anciens, envoyèrent quelques-uns d'entre eux « s'établir » au bidonville pour y mener un travail de masse à base de tracts rédigés par eux, mais dont tous les éléments étaient fournis par les résidents (1). Pour une fois, donc, l'action a été préparée, fût-ce à un niveau infra-politique, et soutenue par une partie des habitants du bidonville.

La manifestation n'a pas été dispersée par la population d'Argenteuil, mais, après des heurts avec les membres du P.C., s'est dispersée avant l'arrivée de la police. Quant à la manifestation « anti-gauchiste » qui suivit... un bon moment après, la photo publiée dans « l'Humanité » permet de reconnaître une bonne partie des permanents de la banlieue ouest.

Est-ce à dire que cette action soit sans reproches ? Non : le « travail de masse » aurait dû être poussé suffisamment pour qu'il ne soit pas nécessaire de rameuter un nombre de militants extérieurs noyant les habitants du bidonville, qui pouvaient dès lors apparaître comme une force d'appui... ou un prétexte. A quoi ? à une attaque contre une municipalité ouvrière ! Et c'est là qu'est la grosse erreur politique, inévitable pour ce groupe radicalement sectaire.

En effet, quelles que soient ses lacunes, la politique municipale du P.C. est très souvent ce qui fait sa force, ce qui lui permet, par une réelle amélioration des conditions de vie de la population, de maintenir au niveau de la localité son emprise sur la classe ouvrière, comme la C.G.T. le fait au niveau professionnel malgré le réformisme intégral de sa direction. Et en l'occurrence, il semble que la solution par le relogement soit du ressort non des finances municipales, mais de celles de l'Etat. Le but de la manifestation aurait dû être de mobiliser les masses contre le gouvernement dans un type d'action que ne fait pas le P.C. pourri par le réformisme, et non pas de dénoncer abstrairement la municipalité. D'autant que le rapport de force, prévisible, était tel que l'on pouvait s'attendre à ce que le P.C. en profite pour déclencher une campagne anti-gauchiste de grande ampleur à laquelle il serait difficile de répondre. Le cas échéant, il faut savoir, comme le disait Lénine, soutenir les chefs social-démocrates... comme la corde soutient le pendu. Mais on sait que la dialectique, en dépit des écrits philosophiques du président Mao, échappe quelque peu à nos maoïstes.

Le P.C. n'a pas manqué d'exploiter ces erreurs. Mais il ne se contente pas de

hurler à l'agression fasciste, à la collusion gauchistes-gouvernement, etc. Sous prétexte de montrer « qui sont les gauchistes », et préférant le bavardage sur les origines de classe à une discussion politique (2). « l'Humanité » donne les noms et adresses de militants révolutionnaires. Feignant d'ignorer qu'il y a à Paris pas mal d'étudiants de province dont la voiture est immatriculée dans le département d'origine, et pour pouvoir poser la même et éternelle question calomniatrice (3) sous la forme « qui paie les déplacements ? ». « l'Humanité » donne des numéros d'immatriculation. Le P.C.F. a l'habitude de traiter de flics ses opposants révolutionnaires, sans jamais rien prouver, et pour cause... Mais ici, en dénonçant aux flics et aux fascistes des militants révolutionnaires, est-ce que M. Léon Feix ne fait pas le même travail qu'un vulgaire indic des Renseignements Généraux ?

Les marxistes-révolutionnaires ont toujours lutté contre de telles méthodes au sein du mouvement ouvrier, et continueront à le faire tant que le stalinisme n'aura pas rejoint Staline dans sa tombe... même quand ce sont des staliniens qui en sont les victimes !

(1) Serait-ce, à défaut d'une découverte de la politique, un retour aux méthodes de « Servir le Peuple » ?

(2) Une fois encore : Marx, Engels, Lénine... (pour nous en tenir aux valeurs indiscutées par M. Léon Feix, soit qu'il ne les connaisse pas, soit qu'il hésite encore à les tenir ouvertement), étaient-ils des fils de vrais prolétaires aux mains calleuses ? Cela les a-t-il empêchés de donner leur vie à la lutte révolutionnaire du prolétariat ?

(3) Rappelons que la question « d'où vient l'argent ? » est une typique rengaine bourgeoise, avec, au refrain, « l'or de Moscou ». Il est possible que, vu la faiblesse des sacrifices exigés d'eux, certains « intellectuels » du P.C. aient oublié ce qu'est la « cotisation » pour un militant révolutionnaire.

L'amendement de M. Isidore Waïf Souchal et les godillots.

(Pièce en 3 actes, se jouant dans les assemblées).

1) Le 18, le Sénat adopte le projet fiscal de redressement dont l'article 6, rédigé sur l'initiative de M. Souchal, député U.D.R. de la Meurthe-et-Moselle, prévoit le contrôle sur les comptes en banques pour décourager les spéculateurs.

Première intervention des godillots : il est décidé que ce texte ne touchera pas les ressortissants étrangers.

2) Le 20, l'Assemblée nationale revient sur le texte déjà voté et limite encore plus les dispositions prévues par Souchal. M. Souchal monte à la tribune : « Vous commettez la plus lourde erreur qui ait été commise depuis des années. C'est une catastrophe. Plus personne ne croira qu'on veut lutter contre la spéculation, alors que je sais que vous le voulez ! » Pardi !

3) Le 20 toujours, le Sénat revient sur son vote du 18. M. Souchal n'en est pas encore revenu.

Les militants de la Ligue communiste sont mobilisés à la faculté de Censier.



A la suite de la mobilisation contre le doublement des droits d'inscription universitaires à la Faculté des Lettres de Censier, l'administration s'est engagée à consulter les autorités compétentes sur les revendications des étudiants. La Ligue Communiste appelle les étudiants à généraliser l'expérience de Censier. Dans toutes les facultés il faut que des piquets proposent aux étudiants de suspendre le paiement des droits et d'exiger l'annulation des augmentations. Par delà l'opposition aux mesures gouvernementales d'austérité, c'est le principe de la gratuité de l'enseignement qu'il s'agit de défendre.

Lycées : on limoge la "pègre gauchiste"

Juste avant d'être limogé, E. Faure — peut-être pour se disculper — s'était fait fort d'avoir exclu plus de 500 lycéens en 68-69. L'accalmie succédant aux élections en juin et les torpeurs de l'été glissant sur les masses ont permis la mutation diplomatique — à l' « amiable » comme disent nos ineffables proviseurs — de certains dirigeants, trop connus pour être ouvertement vidés.

La dernière manifestation de ce durcissement est la suspension au lycée Bergson à Paris, d'un professeur de philosophie accusé d'exercer une « influence plus politique que philosophique sur ses élèves ».

Le même recteur Gauthier qui déclarait ces temps-ci : « L'établissement scolaire doit être une maison familiale et accueillante » (sic), a fait « accueillir » par des directeurs vengeurs les élèves qui voulaient se réunir après les cours, comme cela était plus ou moins permis l'an dernier.

L'administration veut profiter de la rentrée pour tenter de supprimer les libertés d'expression et de réunion politique, acquises de haute lutte après mai 68.

Aujourd'hui elle relance sa terrible opération : réprimer sans trop de publicité, tout en lançant la campagne de rénovation de la participation qui en a bien besoin ! « Jusqu'où peut aller la participation des parents et des élèves au sein des établissements scolaires ? ». La question peut paraître impertinente quand on sait que, par leur simple présence, les C.A.L. avaient politisé et donc défiguré la participation quand celle-ci fut lancée. Après la démission des militants révolutionnaires, seuls les réformistes les plus ouverts et les plus convaincus, c'est-à-dire l'UNCAL (cache-sexe du P.C.F. en milieu lycéen) « représentaient » les élèves dans le Conseil d'Administration d'ailleurs sans aucun pouvoir décisionnaire réel ou fictif !

Mais si le ministre pense qu'en portant le débat sur la question des conseils de classe, il ne risque rien, sa faute lui coûtera cher.

Celui-ci demande en effet que soient créées des « communautés éducatives ». Nous répondons par la dénonciation du scandale de l'orientation et de la formation professionnelle !

Après avoir coupé le bac en deux pour qu'il soit avalé plus facilement, le ministère de l'Education Nationale prépare les lycéens à accepter un nouvel examen d'entrée en faculté destiné à « sélectionner les meilleurs pour la promotion de tous ». Il insiste aussi sur le caractère démocratique de la prolongation de la scolarité jusqu'à 16 ans ; mais le cynisme ne paie pas toujours :

360.000 jeunes par an (au moins !) ne mettent les pieds ni dans un Collège d'Enseignement Secondaire (pivot de la réforme !) ni dans un C.E.G.

40 ou 50.000 passent deux ou trois ans en Fin d'Etudes Primaires (supprimés sur le papier), avant d'être envoyés dans les tristement célèbres Sections d'Education Professionnelles, où ils apprennent à coudre et à faire des ribambelles en papier : c'est l'apprentissage de quoi ? du chômage ?...

A l'heure où le gouvernement lance sa grande offensive de charme pour la jeunesse, répondre par la solidarité des lycéens, apprentis, jeunes chômeurs, telle est la voie.

Face à l'orientation et à la sélection, camarades, dénonçons les scandales de la formation professionnelle !

Liberté d'expression politique dans les lycées, les C.E.T. !

derrière l'austérité universitaire

Le doublement des droits d'inscription dans les Facultés intervient à un moment propice : les étudiants sont encore dispersés, la période des inscriptions s'étale sur près de deux mois ; généralement, ce sont les étudiants - sages - ou frais émoulu des lycées qui viennent s'inscrire les premiers. Les « étudiants expérimentés » savent qu'ils ont jusqu'à fin octobre et ne se précipitent pas...

Aussi l'administration dort-elle sur ses deux oreilles : il est très difficile de mobiliser le mouvement pour organiser la « réponse » ; il y a de bonnes chances pour que le doublement des droits passe comme une lettre à la poste.

Mais ce doux rêve peut s'achever en cauchemar. Il n'en tient qu'à nous.

Dès lundi 22 septembre des actions sont engagées dans les Facs : il s'agit d'expliquer aux étudiants qui viennent retirer leur dossier le sens des mesures gouvernementales.

Le doublement des droits d'inscription représente beaucoup plus qu'une simple atteinte au porte-monnaie étudiant. Il s'insère dans le projet fondamental du gouvernement : instaurer des Universités autonomes et concurrentielles, (une minorité d'établissements d'enseignement supérieur s'affirment comme Universités d'élite). Dans le projet gouvernemental, ces Universités autonomes doivent accéder à l'autonomie y compris sur le plan financier. Leur budget, comme dans les Universités américaines, s'alimentera à trois sources : l'Etat, le patronat, les étudiants. L'augmentation actuelle des droits d'inscription sera suivie de beaucoup d'autres d'autant plus substantielles que l'établissement est mieux coté. Cela représente une opération-test, un coup de sonde, une première atteinte au principe de la gratuité de l'enseignement ouvrant la voie à une politique de dénationalisation.

Elle s'accompagne d'une série de mesures complémentaires : augmentation des loyers dans les cités ; augmentation des tickets de restaurants universitaires ; liquidation des bourses sur critères universitaires pour les étudiants en troisième cycle, etc.

Les mesures d'austérité gouvernementales s'intègrent dans une offensive de grande envergure dont l'aboutissement est le démantèlement de l'Education nationale.

Etudiants, enseignants, personnels administratifs, UNIS doivent organiser la riposte.

mandarins pas morts

Le lundi 22 septembre à 15 heures, le bureau du S.N.E.S. Sup. tenait une conférence de presse pour protester contre l'éviction de 8 assistants du centre universitaire de Dauphine, licenciés par leurs « collègues » titulaires. Au sommet de la hiérarchie universitaire. Ceux qu'on appelle les « mandarins » disposent entre autres prérogatives, du droit de renouveler ou de résilier le contrat des assistants. Que les mandarins de Dauphine aient voulu régler leur compte à huit « collègues » gauchistes, voilà qui n'est que trop évident, et nous nous associons pleinement à la protestation du S.N.E.S. Sup.

Mais l'utilisation des règlements universitaires à des fins d'épuration politique au sein du corps enseignant tend à devenir un véritable système. Il nous faut relater un autre cas, autour duquel le bureau du S.N.E.S. Sup. a fait moins de bruit :

À la Faculté des Lettres de Rouen, une assistante d'Anglais, Madame Lanoix a vu cette année également son contrat résilié.

Ici encore il s'agit d'épuration politique. Mme Lanoix bénéficie d'un dossier pédagogique excellent, mais elle affiche des opinions gauchistes qui gâchent l'atmosphère du « collectif enseignant ». Mais là où réside la différence, c'est que le collectif enseignant est syndiqué à 90 % au S.N.E.S. Sup. (tendance P.C.F.) et que le maître de conférence M. Leclaire, est même membre du bureau national du S.N.E.S. Sup. (tendance P.C.F. toujours). L'affaire a eu suffisamment de retentissement chez les enseignants pour que le B.N. du S.N.E.S. Sup. soit contraint de désavouer la section anglais-Rouen. Mais, tout de même, il est temps de doter les assistants de Faculté d'un statut : si l'on tarde davantage il leur faudra se défendre contre les manigances de leurs propres camarades de syndicats !

de la philosophie à la politique

L'administration des lycées serre la vis. Tout à coup, elle répond aux demandes des parents d'élèves, avec empressement ; l'occasion était trop bonne !

Un professeur de philosophie est suspendu. Motif : « il avait une influence plus politique que philosophique sur ses élèves, c'était un gauchiste ».

Certes, ce prof agitait ses élèves, il faisait de la politique, c'est accordé, mais que l'on ne nous jette pas l'apolitisme à la figure.

Car pour ces parents d'élèves, une philosophie « saine » ne comprend que les classiques, de Platon à Bergson lui-même; ceux qui réalisent l'« introspection », l'analyse du moi et des « essences de l'art », la « transcendance » et la mystique religieuse.

Les voilà les neutres, les « apolitiques ». Mais qui donc servent-ils, eux qui enseignent qu'au-delà du monde réel il existe un monde des idées où l'homme pourra se réaliser pleinement, ceci pour qu'il reste bien sage ici sur terre ?

Mais bien sûr il est « apolitique » de prôner la passivité face à l'action.

Car la bourgeoisie a pour intérêt fondamental de perpétuer l'ordre social existant qui garantit sa propre domination, l'exploitation et la violence. Et sa philosophie c'est l'idéalisme, la justification idéologique de sa propre existence, c'est l'idée que même si le monde n'est pas très bien, en tout cas on ne peut pas le changer.

Surtout pas de matérialisme historique - Attention ! la dialectique, elle, peut mener loin ! Voilà les conseils que les parents d'élèves donnent aux professeurs de philosophie.

Leur réaction n'est qu'une vainre tentative d'empêcher la politisation des jeunes. Mais pour les jeunes, passer de la philosophie à la politique, c'est possible, inévitable. Les parents d'élèves apeurés l'ont bien montré.

libération anticipée

Le gouvernement vient de décider la libération anticipée des 30 000 soldats du contingent 1968 2/A qui retourneront dans leur foyer le 30 septembre au lieu du 30 octobre. Une mesure analogue sera prise pour la 68 2/B et les contingents suivants de façon à aboutir dans les faits à un service militaire de 12 mois pour l'année prochaine. Agissant ainsi, Chaban-Delmas croit répondre à la demande d'emplois qui existe dans certains secteurs de la production. Tout en approuvant une mesure visant à la réduction du temps de service, on peut s'interroger sur l'efficacité de cette libération anticipée, étant donnée la méthode utilisée. En effet, quoi qu'en pense le ministre, une grosse partie des appelés se trouve sans emploi à la sortie de leur service, notamment ceux qui sortent des centres d'apprentissage. En outre, comme dans les autres domaines, c'est l'improvisation totale qui règne en haut-lieu. La 68 2/B et les classes suivantes ne connaissent pas encore leur date de libération, ce qui empêche les appelés en chômage de chercher du travail ne sachant pas combien de mois il leur reste à tirer. En outre, beaucoup de soldats voient ainsi les jours de permission de détente restant, supprimés ainsi que leurs cinq jours de « bon soldat ».

justice de classe

Nous sommes bien obstinés. L'éruption poétique de M. Pompidou ne suffit pas à nous faire oublier la justice bourgeoise, particulièrement en lumière ces temps-ci, avec l'affaire Deveaux qui prend la relève du « cas » Gabrielle Russier.

Plus significative du caractère de classe de cette justice (et moins mise en valeur, on s'en doute), est l'information publiée (en page 14) par *Le Monde* du 19 septembre :

LE FILS D'UN INDUSTRIEL qui avait blessé une syndicaliste EST CONDAMNÉ A LYON

Lyon, 18 septembre. — Le 1^{er} juin 1968, alors que l'usine de la société Occulta, rue de l'Oeuvre à Lyon, était occupée par le personnel en grève, la voiture de M. Henri Perrier, directeur des ventes à l'exportation et fils du président-directeur général de la société, fonçait vers le portail de cette entreprise. Une jeune syndicaliste, Mlle Michèle Sarrola, qui était dans la cour de l'usine, entre les deux vantaux, fut renversée, trainée sur une distance de neuf mètres et grièvement blessée.

Le tribunal correctionnel, présidé par M. Robin, a estimé que M. Henri Perrier était « seul et entièrement responsable de cet accident ».

Il s'agit, de la part de M. Perrier, d'un acte volontaire de violence, quel que soit le mobile qui l'a inspiré », a déclaré le tribunal.

Le délit, commis avant le 20 juin 1969, à l'occasion d'un conflit du travail, est amnistié.

Mais, en ce qui concerne l'action civile, M. Henri Perrier, condamné aux dépens, devra verser 5 000 francs à titre provisoire à la victime et rembourser la somme de 27 124,82 francs à la Caisse primaire centrale d'assurance maladie.

Voilà une tentative de meurtre qui ne coûte pas cher au jeune patron de choc, qui n'aura qu'à exploiter un peu plus « ses » ouvriers pour payer son amende.

Rappelons que l'on n'avait pas attendu « l'amnistie » pour juger les travailleurs de Bordeaux qui avaient osé s'en prendre aux locaux gaullistes : on les avait envoyés moisir le plus vite possible en prison...

militaires et militaires

Pendant la grève des roulants, la direction de la S.N.C.F. a expliqué à qui voulait l'entendre que cette entreprise nationale était en déficit et que cela était dû en particulier aux voyages gratuits accordés aux employés de la Société et aux réductions de 75 % accordées aux militaires. Mais dans ce domaine quelques précisions s'imposent. Il y a militaires et militaires. Pour le contingent la réduction ne s'applique que pour les permissionnaires se rendant à leur domicile alors que tout militaire de carrière bénéficie d'une carte de circulation permanente donnant droit à la réduction pour tout voyage et tout parcours sur le territoire national. Or, un appelé gagne 14,30 F par mois ; la moyenne d'entre eux se trouve à plus de 400 km de leur domicile. Un simple calcul montre que la solde ne permet même pas une permission par mois. Sans compter que bon nombre de casernes ou de camps se trouvent en dehors du réseau S.N.C.F. et que les soldats doivent emprunter les services de cars privés pour lesquels ils payent plein tarif. Une seule conclusion s'impose : que les voyages soient gratuits pour les appelés pour qui les permissions ne doivent plus être une faveur sélective mais un droit.

abolition de quoi ? prostitution et réaction



Photos Elie KAGAN

15 ans pour se prostituer, au moins occasionnellement.

Nos congressistes, plutôt que de s'interroger sur les raisons d'une « promiscuité » qui joue sans doute un certain rôle dans le développement de la prostitution, mais qui le forceur peut-être à mettre en cause — hélas ! — le capitalisme, préfèrent s'en tenir à l'étude de « la voie qui mène de la promiscuité à la prostitution ». Et que trouvent-ils au début de cette voie ?

Une carence affective qui se situe en premier lieu dans le milieu familial ». Mais est-ce que la famille n'est pas conditionnée par l'environnement social ? Marx expliquait déjà comment, au-delà des travestissements idéologiques, « la bourgeoisie a déchiré le voile de sentiment et d'émotion qui couvrait les relations familiales et les a réduites à n'être que de simples rapports d'argent » (2).

Selon nos congressistes, un autre facteur favorable au développement de la prostitution serait la « disparition des entraves traditionnelles dans une société libéralisée » (3). Qu'est-ce que ça veut dire ? Qu'ils prennent la pourriture de cette société pour une « libéralisation » ! La conséquence d'une telle attitude est claire : c'est un rappel à rétablir les « entraves traditionnelles », ou à en créer de nouvelles ! Alors qu'une des raisons « traditionnelles » de la prostitution — en dehors de la répression sexuelle et des rapports marchands par lesquels le capitalisme définit les hommes et les choses — est la double oppression à laquelle la femme est soumise par le capitalisme et la servitude ménagère et familiale (« la femme est le proléttaire de l'homme »), ce dernier point expliquant la passivité et l'arriération culturelle et politique des masses féminines (4).

Si, aujourd'hui, la femme a tendance à échapper à la servitude domestique, c'est pour être livrée à l'exploitation capitaliste (5), tandis que la publicité la présente comme un pur objet, support des fantasmes du consommateur, marchandise parmi les autres, à vendre.

Nos aimables réformateurs seraient-ils des réactionnaires de la plus belle eau ? C'est le curé de service qui vend la mèche innocemment (ils ont donné le plus humble à l'Eglise...) en proposant un amendement (repoussé quand même) d'« ordre moral » au cinéma...

Ce n'est pas en renforçant les censures et la répression que l'on peut lutter contre la prostitution, mais, — la liquidation express de la prostitution à Cuba l'a montré — en changeant l'ensemble des rapports sociaux.

Au reste, l'état bourgeois semble l'avoir compris. Il serait très facile, techniquement, de liquider le proxénétisme en envoyant les souteneurs défricher la Crac. Mais outre que l'on peut les utiliser comme indic, gens de SAC, etc., ils sont un élément nécessaire au fonctionnement ordonné d'une prostitution qui est un facteur d'équilibre de l'« ordre » bourgeois : on sait que, pendant la « grande » guerre, les « B.M.C. » (6) étaient un élément important du dispositif préventif « anti-mutineries »...

Lutter systématiquement contre l'influence de la tradition, des mœurs bourgeoises et de la religion, afin de préparer la voie à des rapports plus sains et plus harmonieux entre les sexes et à l'assainissement moral et physique de l'humanité travailleuse » (7), c'est cela, lutter contre la prostitution. En luttant contre le capitalisme.

1) Nous disons « Les apparences ». Car, comme le disait Marx (Manifeste Communiste) : « Le mariage bourgeois est en réalité la communauté des femmes mariées ».

2) Manifeste Communiste.

3) On sait comment la prostitution se développe dans les « sociétés libéralisées » comme celle de Saigon aujourd'hui ou de La Havane d'avant la révolution, qui, sous Batista, était devenue le bordel des Etats-Unis.

4) Qui de ce fait sont difficilement en mesure de rompre avec la société bourgeoise de façon positive. La prostitution scandalise le bourgeois parce qu'elle révèle dans toute sa nudité l'essence marchande des rapports sociaux capitalistes.

5) Et surexploitée. A travail égal, le salaire féminin est inférieur parfois de moitié au salaire masculin.

6) Bordels militaires de campagne. Eh oui !

7) Troisième Congrès de l'Internationale Communiste (1921).

Thèses pour la propagande parmi les femmes.

la révolution chinoise a vingt ans

Il y a 20 ans, le 1^{er} octobre 1949, le peuple de Pékin acclamait la fondation de la République Populaire de Chine.

Le parti communiste arrivait au pouvoir après des années de guerre civile. Le succès de la révolution chinoise qui survenait après l'écrasement des fascismes allemand, italien et japonais ouvrait une époque nouvelle : celle des révolutions coloniales. A l'échelle mondiale, l'effondrement des anciens empires coloniaux allait marquer l'essor d'une nouvelle montée révolutionnaire. C'en était fini des défaites successives que le mouvement ouvrier mondial avait connues sous la III^e Internationale stalinisée. La victoire des révoltes vietnamienne, coréenne et cubaine, l'essor des mouvements anti-impérialistes pratiquant la lutte armée, l'intensification des luttes de classes dans les pays impérialistes décadents, enfin, la crise du stalinisme transformaient profondément le rapport des forces à l'échelle internationale : la victoire de la révolution chinoise signifiait pour tous les révolutionnaires : l'actualité de la révolution à l'époque de la décadence de l'impérialisme.

LA VICTOIRE DANS L'ISOLEMENT

18 ans de luttes furent nécessaires aux communistes chinois pour s'emparer du pouvoir. Les sinuosités, les détours, les reculs temporaires de leur lutte étaient la conséquence de l'isolement tragique de la révolution chinoise après les échecs de la révolution de 1927. Aux yeux de la direction stalinienne et de l'Internationale Communiste le succès de la révolution socialiste en Chine était impossible dans un avenir proche. Ceux qui se vantaient d'avoir réfuté la théorie de la révolution permanente ne plaçaient pas de grands espoirs dans les capacités révolutionnaires du prolétariat et de la paysannerie pauvre.

La bourgeoisie nationale au contraire se voyait créditez d'un grand avenir : pour une longue période elle devait jouer le rôle dirigeant du processus révolutionnaire antifeodal. La théorie du bloc des quatre classes (ouvriers - paysans - petite bourgeoisie urbaine - bourgeoisie nationale) revenait à subordonner les intérêts de classe du prolétariat aux objectifs du parti bourgeois Kuomintang.

Pour Staline, la création de soviets en Chine n'était pas à l'ordre du jour car la révolution chinoise en 1927 était encore à l'étape démocratique bourgeoise.

L'originalité de la direction maoïste tient justement en ceci : à partir d'une tradition politique stalinienne, les communistes chinois ont dirigé un processus révolutionnaire qui contredisait les schémas staliniens. En même temps que les dirigeants communistes se référaient à l'orthodoxie stalinienne, le déroulement du processus révolutionnaire suivait une voie totalement contraire. Les références de Mao à la théorie du bloc des quatre classes restaient purement formelles tandis que le parti s'appuyait exclusivement sur la paysannerie pauvre en réalisant le partage des terres.

La révolution de 1949 a donc vaincu malgré Staline, ce même Staline qui affirmait en 1944 à l'ambassadeur américain Harriman que « les communistes chinois sont au communisme ce que la margarine est au beurre ». L'aide militaire fournie par l'armée russe à la fin de la deuxième guerre mondiale fut pratiquement nulle alors que les usines japonaises installées en Mandchourie furent démontées et rapatriées en Union Soviétique. En 1945,



l'U.R.S.S. soutenait encore officiellement le gouvernement Tchang Kai Chek en concluant avec lui le traité d'alliance sino-soviétique (14 août 1945).

De son côté Mao Tsé Tound abandonne la politique conciliatrice du front anti-japonais (1937-1945), la réforme agraire volontairement freinée redémarre en 1947 et fournit à l'armée populaire l'appui de la paysannerie pauvre dont elle a besoin pour vaincre. Là où la réforme agraire progresse le plus, le recrutement militaire connaît les succès les plus grands.

Par suite de la politique réactionnaire de la bureaucratie stalinienne qui liquida la III^e Internationale (dissoute officiellement en 1943) la révolution chinoise a dû compter sur ses propres forces - tout comme la guérilla vietnamienne à partir de 1941. Cependant, la situation en 1949 était tellement désastreuse que le régime communiste n'avait aucune chance de tenir sans une aide économique de l'U.R.S.S. qui débuta avec l'accord sino-soviétique de février 1950 conclu après de longues et délicates négociations.

DES OBJECTIFS MODERES...

Le programme du parti communiste chinois lors de la prise du pouvoir reflète la contradiction entre la fidélité apparente à l'orthodoxie stalinienne et la nécessité de développement du processus révolutionnaire. D'où le paradoxe d'un P.C. qui préconise une politique « profitant à la fois au travail et au capital » (1). Mais Mao

ne s'est-il pas déjà rendu coupable d'un révisionnisme typiquement... liou-chao-chiste lorsqu'il écrit en 1945 dans « le Gouvernement de coalition » : « La tâche de notre nouveau système démocratique est... de promouvoir le libre développement d'une économie capitaliste privée. » Au moment où le prolétariat prend le pouvoir en Chine (par l'intermédiaire du parti, il est vrai), Mao préconise une politique d'alliance avec la bourgeoisie nationale et la paysannerie riche. En fait par suite du développement de la lutte de classes notamment à la campagne, la « démocratie nouvelle » se transforme rapidement en « dictature démocratique populaire » placée sous la direction de la classe ouvrière et basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans. La politique modérée préconisée par Mao à l'égard des couches non prolétariennes prend fin en 1952 lors de la campagne des Cinq Anti qui sape l'influence de ces classes et ouvre la voie à leur élimination. En 1952 à la veille du premier plan quinquennal, l'Etat possède la moitié des entreprises industrielles dont la totalité de l'industrie lourde. A la fin de l'année 1956, la bourgeoisie nationale aura vécu : à cette époque la totalité de la production industrielle est assurée par des entreprises détenues totalement ou majoritairement par l'Etat.

Parallèlement, les partis « démocratiques » qui étaient en principe « alliés » du P.C.C. n'eurent dès leur création qu'une existence purement formelle. Le maintien de ces organisations « fantoches » ne parvenait pas à dissimuler le rôle absolument hégémonique du P.C. dans tous les domaines, à tous les niveaux. Les décisions de l'Assemblée nationale ne sont

que l'application des décisions du Comité Central du Parti qui est le véritable organe de direction. La confusion entre les organes du Parti et ceux de l'Etat, la double appartenance des dirigeants du parti entâchent l'Etat chinois de lourdes déformations bureaucratiques.

Il est vrai que la réalisation effective de la démocratie prolétarienne soulève d'innombrables difficultés dans un pays économiquement et politiquement dépendant : faible niveau politique des masses, difficultés économiques considérables après les destructions de la guerre civile, pénurie de cadres qualifiés, imitation du modèle administratif de l'U.R.S.S. C'est pourquoi l'histoire du P.C. chinois est jalonnée de campagnes périodiques de rectification qui visent à éliminer les abus bureaucratiques les plus intolérables. Même si les épurations sont sévères, elles ne s'accompagnent jamais comme dans la Russie stalinienne du meurtre des dirigeants limogés.

LA REVOLUTION AGRAIRE

Le succès définitif de la révolution chinoise dépend de la réalisation de la révolution à la campagne. Le soutien de la paysannerie chinoise à la direction communiste est l'élément décisif de la stabilité du pouvoir populaire. Pour cela, la réforme agraire a été réalisée de façon progressive pour éviter des conflits trop violents dans les campagnes. Il s'agissait de ne pas recommencer les aberrations de la collectivisation forcée réalisée par Staline à partir de 1928 en U.R.S.S.

(1) Article 26 du programme commun de 1949.

tion

ns

...



droits réservés.

• Un an après la prise du pouvoir, la réforme agraire (30 juin 1950) redistribuait les terres des propriétaires fonciers et des paysans riches à la paysannerie pauvre. La faible superficie des domaines ainsi constitués (0,25 ha) rendait d'ores et déjà nécessaire une collectivisation ultérieure qui était préfigurée par le regroupement des paysans dans les « équipes d'entraide ». La réalisation immédiate de cette réforme faisait des nouveaux petits propriétaires paysans des fervents partisans du régime. De plus, « à la base », les consignes modérées de la loi furent largement dépassées par les développements de la lutte de classes qui fait de nombreuses victimes parmi les paysans riches et moyens qui étaient en principe des « alliés ».

• En fait le morcellement de la terre en minuscules unités non rentables amena une chute de la production agricole. De ce fait la collectivisation de l'agriculture fut envisagée beaucoup plus tôt que prévu. Dès 1953, la collectivisation commença malgré de fortes résistances des paysans. Puis, à l'instigation de Mao Tsé Tung son rythme fut considérablement accéléré malgré l'opposition d'une partie de la direction du P.C. En 1957, un an avant les premières communes populaires, toutes les familles paysannes devaient adhérer aux coopératives.

Les résistances de la paysannerie au mouvement coopératif ne permirent pas la solution des problèmes de la production agricole qui alimentait les villes et fournit les matières premières industrielles. A la fin du premier quinquennat (1953-1957) les objectifs agricoles ne furent at-

teints que de justesse. Enfin, le contrôle absolu de la direction des coopératives par les membres désignés du parti ne permettait pas un bouleversement suffisant des rapports sociaux à la campagne et la participation effective des masses rurales aux décisions politiques et économiques.

• Dans ces conditions, le mouvement des « communes populaires » lancé par Mao, devait assurer la transformation définitive des rapports de production à la campagne, jeter les bases du communisme (en développant considérablement les forces productives) ; la vie et la pensée des masses chinoises se trouvaient bouleversées de fond en comble après des siècles d'oppression et d'obscurantisme. La participation des femmes au travail productif, le développement des institutions communautaires, l'éducation socialiste des masses visaient à produire une « homme nouveau » (2).

En fait à partir du « grand bond en avant » les divergences au sein de l'appareil dirigeant du parti s'approfondirent considérablement. A la suite de l'échec des communes (chute de la production agricole), Liou Shao-Chi devait remplacer Mao à la présidence de la République et se désolidariser d'un mouvement qu'il avait lui-même lancé, aux côtés de Mao.

Une politique agraire plus modérée fut

(2) Le bouleversement administratif réalisé par l'institution des communes populaires, unités politiques, économiques, militaires, préfigurait la destruction des anciens organes administratifs lors de la révolution culturelle.

appliquée à partir de 1960 ; lopins de terre privés et marché libre des produits agricoles furent développés. Les anciennes coopératives redevinrent les structures de base de la production agricole.

VOIE « SOVIETIQUE » OU VOIE « CHINOISE » VERS LE SOCIALISME ?

L'industrialisation du pays, la transformation des rapports de production, la montée de la classe ouvrière se firent au départ sur un modèle typiquement « soviétique » (c'est-à-dire russe) avec l'adoption du premier plan quinquennal (1953-1957) en tous points conforme à l'orthodoxie des planificateurs russes :

- priorité à l'industrie lourde ;
- développement du secteur A (moyens de production) plus rapide que celui du secteur B (biens de consommation) ;
- taux de croissance de la productivité nettement supérieur à l'augmentation des salaires ;
- financement de l'industrie par accumulation du surproduit agricole.

En 1957, les objectifs du plan qui prévoient un doublement de la production par rapport à 1953 furent largement dépassés. Cependant le taux d'accumulation extrêmement élevé freina la consommation des masses ouvrières et l'élévation de leur niveau de vie. Le déséquilibre entre l'accroissement de la production industrielle et le développement de l'agriculture engendra de graves conflits sociaux dans les campagnes. Le fossé entre la ville et la campagne se creusa. L'exode rural consécutif à l'industrialisation faisait peser des menaces de chômage sur les travailleurs urbains. Des grèves ouvrières coïncidèrent avec la désertion de certaines coopératives par les paysans (1956). L'apparition de goulets d'étranglement montrait l'insuffisance du réseau de distribution et d'échange. La baisse de la qualité des produits traduisait les erreurs d'une planification bureaucratique.

Chen-Yun proposa, en juillet 1956, d'adapter la production à la demande des consommateurs et de réintroduire certains mécanismes de marché et de concurrence entre les entreprises. Les problèmes de la planification russe (qui aboutirent à la réforme de 1958) se posaient à leur tour en Chine avec acuité, vu le faible niveau de développement d'un pays essentiellement agricole.

A partir de 1957, l'accent fut mis sur la production des biens de consommation, la diminution du personnel bureaucratique improductif par la participation des cadres à la production. Les mécanismes de planification furent décentralisés au niveau des entreprises tandis que les directeurs d'entreprises voyaient croître leur pouvoir.

En fait, la Chine se trouvait confrontée aux classiques problèmes d'une économie de transition :

- comment développer l'appareil industriel en même temps que la consommation des masses ?
- comment réaliser un développement harmonieux entre l'industrie et l'agriculture ?
- comment concilier le développement d'une planification centralisée avec l'instauration de la démocratie ouvrière dans l'entreprise ?

LE GRAND BOND EN AVANT

Avec le « grand bond en avant » Mao Tsé Tung tenta de résoudre ces problèmes. En fait le volontarisme avec lequel furent fixés les objectifs de production, la lutte de tendances au sein de l'appareil bureaucratique sur les orientations économiques, le refus de réaliser une véritable démocratie ouvrière entraînèrent l'échec du « grand bond » qui porta un coup très rude au prestige de Mao Tsé Tung. Les résultats annoncés en 1958 qui prévoient une progression « miraculeuse » de la production furent révisés un an au plus tard et les critiques du « fanatisme petit-bourgeois » exprimé par le plan de Mao devinrent plus vives. Celui-ci n'avait-il pas prévu dans son plan de douze ans de réaliser en 1959 les objectifs prévus pour 1967. On eut beau inviter les membres du parti à vaincre « les états d'esprit opportunistes de droite » (notamment Peng-Teh-Huai, chef d'état-major de l'armée et membre du bureau politique, limogé en 1959), les années 1959-1960 furent catastrophiques. Les erreurs du grand bond et des communes, les calamités naturelles, l'arrêt criminel de l'aide russe (avril 1960) entraînèrent un effondrement de la production. De 1957 à 1964 la consommation de céréales par tête d'habitant baissa de 4 %... Les salaires ouvriers furent bloqués depuis 1959.

En janvier 1961, la campagne de réajustement mettait un terme au « volontarisme » maoïste. L'année suivante Mao devait durcir les attaques contre le révisionnisme et dénoncer le danger de retour au capitalisme en Chine. Au cours des années 1963 et 1964, un durcissement se produisait à nouveau : les masses étaient invitées à prendre modèle sur l'armée, les attaques contre les intellectuels « bourgeois » devenaient plus vives.

L'appareil bureaucratique du parti se consolidait autour de Liou-Shao-Chi et Teng-Hsiao-Ping.

En définitive le « grand bond en avant » montrait la volonté des dirigeants chinois de construire le socialisme selon une voie radicalement différente de celle suivie par Staline. En même temps, la direction bureaucratique se trouvait confrontée au problème d'une dégénérescence possible d'un Etat ouvrier où la démocratie ouvrière était confisquée par la bureaucratie du parti au pouvoir. La dénonciation du révisionnisme khrouchtchevien traduisait de façon mystifiée et infra-théorique la prise de conscience de la dégénérescence bureaucratique de l'Etat ouvrier soviétique qui menaçait aussi la Chine Populaire.

SPECIFICITE DE LA BUREAUCRATIE CHINOISE

La direction au pouvoir jusqu'à la révolution culturelle jouissait d'un prestige indéniable. Tous les dirigeants du parti et Mao en premier lieu s'étaient formés dans les vingt années de guerre populaire. La « longue marche » avait auréolé la plupart d'un mythe justifié. Les communistes qui dirigèrent la Chine jusqu'en 1965 avaient fait la révolution. Au contraire la bureaucratie soviétique prospéra sur les décombres des authentiques bolcheviks. Les Beria, les Jdanov, les Molotov se maintinrent au pouvoir en dépit de leur écrasante nullité en liquidant ceux qui avaient fait la révolution russe. Ceci explique déjà pourquoi la direction maoïste a bénéficié d'une réelle sympathie populaire de la part de ces paysans dont la révolution avait bouleversé les conditions d'existence.

A leur manière, les dirigeants chinois ont redécouvert un des principes de la théorie de la révolution permanente : « La conquête du pouvoir par le prolétariat ne met pas un terme à la révolution, elle ne fait que l'inaugurer. » L'histoire du Parti Communiste après 1949 est rythmée par les mouvements de masses successifs qui s'attaquent à l'influence politique des anciennes classes possédantes et aux bureaucraties du parti les plus détestables. Certes, les luttes au sein du parti ne prenaient souvent que la forme d'un conflit inter-bureaucratique au sein du B.P. ou du C.C. mais souvent, les masses étaient appelées à servir de force d'appoint à l'une des tendances. Jamais le stalinisme n'aurait pu tolérer ce minimum d'initiative politique qui connaît un élargissement si considérable au cours de la révolution culturelle. Le souci de Mao fut toujours l'exact opposé de celui de Staline : comment maintenir l'ardeur révolutionnaire des masses au cours de la période de transition ? Jamais Staline n'aurait pu déclencher une campagne comme celle des « Cent-Fleurs » sans risquer de perdre son pouvoir.

Durant les « Cent-Fleurs » (1956-1957) les critiques contre les cadres bureaucratiques du parti et la sclérose de la vie intellectuelle se déchainèrent jusque dans les colonnes des organes officiels pendant six semaines. On dénonça l'arrogance, le sectarisme des bureaucraties. En fait cette « brise légère » de la démocratie fut rapidement étouffée par la campagne de rectification qui suivit : nombre de cadres du parti furent évacués et envoyés dans les campagnes (3). Le P.C. resserra son emprise sur l'Etat et la vie intellectuelle. Lorsque les difficultés du « grand bond en avant » se feront sentir, le fonctionnement « normal » des organes du parti sera suspendu et le IX^e congrès du parti attendra 10 ans pour être convoqué. La direction maoïste a toujours été incapable d'analyser scientifiquement la nature et la fonction d'une couche bureaucratique pendant la période de transition — les déviations bureaucratiques n'étaient saisies que dans leur aspect psychologique. Néanmoins il est indéniable que les épurations successives au sein du parti n'aboutirent jamais à un renforcement des tendances contre-révolutionnaires comme ce fut le cas sous l'ère stalinienne. La « ligne de masses », la « liaison avec les masses » ne furent pas de simples paravents idéologiques. Elles exprimaient les aspirations positives d'une direction révolutionnaire pragmatique. La révolution culturelle, en dépit des mystifications de la tendance maoïste, a relancé le processus révolutionnaire au-delà des intentions de ses promoteurs — mais jamais une bureaucratie ossifiée de type stalinien n'aurait pu survivre à une pareille lame de fond.

(3) Ces épurations périodiques sont d'autant plus compréhensibles que le P.C.C. est encore composé en majorité d'intellectuels et de paysans.

la révolution chinoise a vingt ans

LA REVOLUTION CULTURELLE

Reconnaitre que la G.R.C.P. (1) est l'événement le plus important de la révolution chinoise depuis la prise du pouvoir, ne nous oblige pas à prendre pour argent comptant les interprétations mystificatrices et idéologiques que les maoïstes en donnent. A en croire, Mao Tsé Tung il s'agirait là d'une « révolution politique contre la bourgeoisie ». En fait, nous avons assisté à un conflit déclenché par en haut qui s'est bientôt étendu à toutes les couches de la population chinoise ; puis au freinage de ce mouvement quand l'accession des masses à la lutte politique de façon autonome par rapport à la bureaucratie menaçait l'aile maoïste de l'appareil dirigeant ; enfin à la reprise en main dans tous les domaines par le biais d'un parti épuré et de comités révolutionnaires contrôlés par l'armée.

● Déclenchée au niveau du Bureau Politique du Parti, la G.R.C.P. a paru se cantonner uniquement à une discussion « académique » sur la culture et l'idéologie. Au départ plusieurs dirigeants du parti dont Liou Chao-Chi mènent ce mouvement aux côtés de Mao. Peu de temps après ils seront à leur tour épurés en vertu du principe bien connu des bureaucrates qui veut que « les épurateurs soient à leur tour épurés ». La critique contre l'infiltration de l'idéologie bourgeoise dans le parti va bientôt se concrétiser dans la résolution en 18 points d'août 1966 qui lance le mouvement des gardes rouges (succédant lui-même aux « groupes de travail » de Liou).

● Dès lors la révolutionnarisierung de la jeunesse scolarisée sur des mots d'ordre ultra-démocratiques et internationalistes suivait une dynamique qui débordait largement les intentions des promoteurs de la G.R.C.P. : se servir de ce milieu comme force d'appui pour arracher la victoire sur l'aile de Liou-Shao-Chi.

Ceux qui, au début, étaient invités à « bombarder les états-majors » furent très vite critiqués pour leur « anarchisme » ou leur « ultra-démocratisme » !

● L'extension du mouvement à la classe ouvrière et à une partie de la paysannerie en janvier-février 1967 devait marquer l'apogée du mouvement de masse et le début de sa « reprise en main ». Grèves et revendications de toutes sortes éclatent à ce moment et désorganisent totalement l'appareil de production chinois. Les maoïstes font marche arrière et entrent les organes de pouvoir populaire — type « Commune de Paris » — (qui incluaient des élections générales) au profit de « comités révolutionnaires de triple alliance ». Leurs membres sont désignés parmi les militaires, les anciens bureaucraties du parti (réhabilités) et les représentants d'organisations de masse maoïstes nettement minoritaires.

Dans le même temps les maoïstes rappelleront que « la confiance aveugle dans les élections est également une forme de pensée conservatrice ».

L'instauration des comités révolutionnaires pendant les années 1967 et 1968 malgré de fortes résistances, consacrait le contrôle de la vie politique par la bureaucratie maoïste avec l'appui de l'armée. La mobilisation autonome des masses n'avait été que de courte durée. Après cela il ne restait plus qu'à restaurer l'appareil administratif et la hiérarchie du parti omnipotent (IX^e congrès du P.C.C., avril 1969).

Au reste, malgré le centralisme bureaucratique de la direction Mao - Lin Piao, la G.R.C.P. a profondément bouleversé la société chinoise. L'accès des masses à la lutte politique antibureaucratique de façon autonome laisse présager des développements intéressants du mouvement de masse en Chine dans le sens d'une véritable révolution politique antibureaucratique. Des courants révolutionnaires — dénoncés par les maoïstes comme gauchistes — sont nés pendant la révolution culturelle dans la jeunesse intellectuelle dont il faut suivre l'évolution d'autant plus que les problèmes économiques qui étaient la raison profonde de ce mouvement ne sauraient être résolus par un simple appel à l'ardeur révolutionnaire des masses, ou des références bétifiantes à la pensée du grand timonier.

LA REVOLUTION CHINOISE SUR LA SCENE INTERNATIONALE

Le succès d'octobre 1949 ne fut pas seulement un coup d'envoi donné à la révolution coloniale. Le développement de la révolution chinoise devrait servir de catalyseur à la crise du stalinisme après le 20^e congrès du P.C.U.S. Même si les communistes chinois se plaçaient encore dans l'optique de la théorie du socialisme dans un seul pays, leurs succès allaient stimuler le développement de la lutte armée, dans le Sud-Est asiatique notamment.

Par ailleurs, les critiques de plus en plus vives contre le « révisionnisme soviétique », en dépit de leur caractère grossièrement idéologique (le social-impérialisme) accréditaient l'idée selon laquelle l'U.R.S.S. avait cessé depuis belle lurette d'être la patrie des révolutionnaires en trahissant Octobre. A leur manière, les dirigeants chinois redécouvraient une des thèses fondamentales du courant trotskiste : la dégénérescence bureaucratique de l'Etat ouvrier russe qui n'avait rien à voir avec « la patrie du socialisme » vantée par les staliniens (et les maoïstes d'avant 1958 !).

Mais, la politique internationale de la Chine Populaire restait fondamentalement déterminée par les intérêts de la bureaucratie au pouvoir. Le soutien accordé à des pays réactionnaires (Indonésie, Pakistan, Algérie) témoignait de la subordination des mouvements révolutionnaires aux intérêts diplomatiques de l'Etat chinois soucieux de sortir de son isolement. Le rôle peu honorable joué par la délégation chinoise à la conférence de Genève sur le Vietnam servit de caution à l'Union Soviétique et aux impérialistes pour stopper momentanément le développement de la révolution vietnamienne avec l'instauration de l'Etat fantoche sud-vietnamien.

Plus tard, la Chine n'hésitera pas à soutenir Boumedienne, Soekarno, Choukeiri et certains Etats fantoches du Sud-Est asiatique. Liou Chao Chi à la veille de la révolution culturelle, au moment où il n'était pas encore un « agent du Kuomintang », visitait encore la Birmanie !

Les groupes révolutionnaires se réclamant à titres divers de la Chine, ne se distinguèrent pas toujours du réformisme des partis staliniens. Les appels à la lutte armée restaient le plus souvent lettre morte parmi les partis latino-américains « pro-chinois ». Dans les pays capitalistes avancés, les groupes maoïstes se contentent de servir d'officine de propagande de la presse chinoise et de dénoncer en permanence les révisionnistes et le social-fascisme des « nouveaux tsars ».

L'U.J.C.m.I. française ne réclamait-elle pas en mai 1968 la constitution d'un « gouvernement de front populaire » ? Tandis que ses homologues vantent les mérites de Staline dans... les démocraties populaires.

Marquer comme il se doit le 20^e anniversaire de la révolution chinoise, ce n'est pas pour nous apparaître comme les thuriféraires bélants d'une nouvelle « patrie du socialisme ». Il s'agit au contraire de dégager l'importance et les limites de la révolution chinoise par rapport à la montée révolutionnaire mondiale et à la crise du stalinisme. Notre soutien à la révolution chinoise reste entier devant les menaces de l'Union Soviétique et les calomnies des partis pro-Moscou. D'autre part le conflit sino-soviétique a profondément ébranlé le monolithisme des partis staliniens traditionnels et stimulé le développement des nouvelles avant-gardes révolutionnaires jeunes. Les problèmes de la période de transition en Chine Populaire apportaient des éléments nouveaux sur les moyens de construire le socialisme dans un Etat retardé à dominante agricole. Les conséquences de la G.R.C.P. sur les positions internationales de la Chine aboutirent au soutien des révolutionnaires de mai, et des masses tchécoslovaques en lutte contre la bureaucratie.

Néanmoins les limites du maoïsme sur le plan international tiennent à la nature profonde du régime chinois. Pour nous, la lutte des masses pour la démocratie ouvrière n'a fait que commencer en 1965 et progressera au rythme des développements révolutionnaires à l'échelle mondiale. La réalisation effective de cette démocratie ouvrière en Chine permettra enfin de redonner vie aux conceptions authentiquement internationalistes et stimulera le développement d'une internationale révolutionnaire de masse.

Les travailleurs de Chine ont encore à construire la République Socialiste Chinoise.

Mais d'ores et déjà, 20 ans après la prise du pouvoir, la révolution chinoise fait partie du patrimoine du mouvement ouvrier révolutionnaire. Comme on le dit en Chine, mais en replaçant les choses à leur vraie place : Qu'elle vive longtemps, très longtemps !

point rouge

Le mouvement de la jeunesse révolutionnaire en Allemagne occidentale était, c'est bien connu, le plus important en Europe jusqu'à ce que les événements de mai en France aient changé le rapport des forces et que le mouvement français ait dépassé en une nuit le mouvement allemand — en nombre et en conscience politique.

Ceci, cependant, ne signifie pas que le mouvement révolutionnaire en Allemagne soit négligeable aujourd'hui. En l'absence de direction centralisée, divisée en de nombreuses tendances, la base révolutionnaire touche des milliers de jeunes dans l'ensemble du pays y compris dans des petites villes de moins de dix mille habitants.



droits réservés.

Mais il existe une différence fondamentale entre l'Allemagne et la France : en France, les étudiants ont joué un rôle de détonateur qui a pu conduire à la grève générale, aux occupations d'usines, à la chute de Gaulle, à la dévaluation du franc français, voire à l'abandon de la bombe atomique française (cf. « Le Monde »), ce qui signifie que les travailleurs, les paysans et une partie des intellectuels étaient solidaires des étudiants ; en Allemagne, cette liaison, ne fut-ce qu'avec une partie de la classe ouvrière, n'a jamais été réalisée (à l'exception de quelques milliers de jeunes travailleurs) bien que les idées originales, l'idéologie et la stratégie du mouvement allemand aient été les mêmes que celles du mouvement français.

Ce fossé entre le mouvement étudiant et la classe ouvrière s'est même élargi dans le courant de l'année passée pour trois raisons :

1) la récession qui avait amené les travailleurs à réfléchir aux idées des étudiants était résorbée et, depuis le début de 1969, on se trouve devant une période d'expansion inconnue jusqu'alors dans l'histoire de l'Allemagne ;

2) Le C.D.U. (parti démocrate chrétien) axe sa campagne électorale (élections de septembre) contre les étudiants révolutionnaires et l'« opposition extra-parlementaire » dans son ensemble.

Il les accuse — comme le chancelier Kiesinger l'avait déclaré en juin — de provoquer une guerre civile en Allemagne. A nouveau, cette minorité publique de gauche est dénoncée comme « l'ennemi numéro un du peuple », et le ministre Strauss est allé jusqu'à la considérer comme « indigne d'être traitée comme des êtres humains », ce qui voulait dire que « les droits de l'homme ne devraient pas leur être appliqués ». L'Association des Juges s'est vue contrainte de protester contre cette déclaration reproduite sur tous les telex mais que le ministre a niée ultérieurement :

3) jusqu'aux événements de Pâques 1968, après l'attentat contre Rudi Dutschke qui a entraîné des manifestations de dizaines de milliers de jeunes dans les rues d'Allemagne, les syndicats ouest-allemands au sein desquels la grande majorité des ouvriers est organisée et qui exercent sur eux une grande influence, étaient plus ou moins neutres à l'égard des étudiants. Les deux centrales les plus importantes, celle des métallurgistes (I.G. Metall) et celle de la chimie (I.G. Chemie) ont même travaillé avec les étudiants du S.D.S. et quelques-uns des « clubs républicains » à la préparation des actions contre les lois d'urgence. Elles ont eu recours à des étudiants du S.D.S. pour le travail de formation et pour l'élaboration de programmes éducatifs pour les travailleurs.

Cependant, depuis ces événements auxquels de jeunes travailleurs participaient pour la première fois et qui étaient extrêmement violents, les syndicats se sont détournés brutalement des étudiants. Ainsi, le mouvement révolutionnaire s'est retrouvé avec quelques comités d'action, pratiquement sans stratégie à l'égard du prolétariat allemand et le fossé entre les deux camps continuait à se creuser.

Telle était la situation dans laquelle les étudiants et la jeunesse révolutionnaire se sont trouvés en mai dernier.

Le 1^{er} juin, les « entreprises de transport public » de Hanovre, ville industrielle du Nord de plus d'un demi-million d'habitants, augmentaient leur tarif, ce qui à ce moment-là, ne concernait pas directement les lycéens ni les universitaires.

Néanmoins le 7 juin, trois cents étudiants commencèrent à bloquer les tramways aux points principaux de la ville.

Dès le début, les étudiants veillèrent à ne pas perturber le trafic des voitures privées.

Lors d'un rassemblement devant l'Opéra, les étudiants et les travailleurs, réclament la suppression de l'augmentation des tarifs ainsi que, entre autres choses, la gratuité des transports pour les travailleurs. Des dizaines de milliers de tracts furent distribués dans ce but.

Le 9 juin, le « Conseil général des Etudiants » (ASTA) de l'Université technique de Hanovre lance un appel au boycott de tous les transports publics et appelle à une opération baptisée « Action Point Rouge ».

A ce moment-là, le système des transports publics est totalement bloqué par des milliers d'étudiants qui s'assoient devant les autobus et dans la rue.

Plusieurs brigades de police arrivent avec gaz lacrymogènes et auto-pompes mais cette réaction était attendue et les étudiants réagirent immédiatement. La police ne réussit pas à venir à bout des manifestants. Les transports publics restèrent paralysés. Pour la première fois, même des passants âgés exprimèrent leur sympathie aux manifestants alors que ceux-ci avaient été attaqués aux grenades lacrymogènes.

Le lendemain, la police décide de mettre fin aux manifestations. Des renforts de police venus de toute la Basse-Saxe s'en prirent violemment à quelque mille étudiants qui étaient restés assis face aux trams.

Lorsqu'une voiture blindée de la police fonça sans avertissement dans le groupe des manifestants, plusieurs d'entre eux furent grièvement blessés, mais le nombre des manifestants s'accrut brusquement de plusieurs milliers, et la population dans son ensemble adopta une attitude claire qui était pour le moins opposée à la police. Kiehne, le chef de la police (S.P.D.) (1), déclara le soir même : « Nous nous trouvions dans une situation inhabituelle, parce qu'une grande partie des manifestants n'étaient pas agressifs. Pour cette raison, il était très difficile pour nous de séparer les brebis galeuses du troupeau. Tout compte fait, nous n'étions pas satisfait du résultat de l'opération, elle n'a pas eu le succès escompté par la police. »

Le lendemain, six mille manifestants dans les rues de Hanovre. Tout le système de transports publics bloqué, et pas un seul policier en vue. Le ministre de l'Intérieur de Basse-Saxe, Lehner (S.P.D.) interrompt ses vacances et rentre précipitamment à Hanovre. Il met fin à l'opération de police mais lance un nouvel avertissement à la population concernant « les forces qui veulent détruire l'ordre public ». Le bourgmestre social-démocrate Barche et le haut fonctionnaire municipal Neuffer publient avec l'argent de la commune (coût : 15.000 DM, (1) une page complète de publicité s'adressant à toute la population de Hanovre : « Ne vous laissez pas abuser par les agitateurs qui parlent des tarifs des transports publics et ne veulent que l'anarchie. » Cette publicité présente la police — ce qui est contraire à la vérité — comme la victime de l'agression.

Trop tard ! La population ne croit plus à ces histoires de sorcières et même la D.G.B. (Fédération des syndicats) se sent forcée de publier un tract dans lequel elle apporte son soutien aux revendications des étudiants.

En même temps, l'« Action Point Rouge » est tout à fait lancée. De jeunes lycéens, des étudiants, de jeunes travailleurs et des apprentis bloquent maintenant les tramways et distribuent des dizaines de milliers de « disques rouges » sur fond blanc aux propriétaires d'auto.

Des milliers de voitures affichent ces points rouges sur leur pare-brise et s'offrent à conduire les travailleurs à leurs lieux de travail. Les transports aller-retour ont lieu matin et après-midi. Les étudiants organisent eux-mêmes la circulation pour éviter les embouteillages aux heures de pointe. Ainsi, les travailleurs se rendent à leurs occupations gratuitement ou presque et en un temps record. Les usines et les grands magasins annoncent que le nombre d'ouvriers et d'employés arrivés en retard est moins élevé qu'habituellement. Le lendemain, il n'était plus nécessaire de bloquer les trams parce qu'ils ne quittaient plus les dépôts. L'excuse : « Le personnel des transports publics et les trams ne pouvaient pas être mis en péril. »

L'« Action Point Rouge » se poursuit sans heurts, les manifestations se succèdent et le Conseil municipal de Hanovre se montre prudent. Il entame des discussions avec la direction de la social-démocratie de Hanovre, ce qui aboutit à une autre page de publicité dans le journal : « En conclusion, nous vous informons qu'il sera procédé à un examen général de la structure des tarifs dans le but d'établir une structure de tarifs socialement mieux équilibrée pour la société des transports publics, qui devrait inclure une diminution des tarifs existants. »

Et chose surprenante : la Chambre de Commerce annonce qu'elle approuve les nouvelles modifications des tarifs des transports de courte distance adoptées par la Ville. En d'autres termes, la Chambre de Commerce accepte une augmentation des taxes commerciales.

Maintenant, les dirigeants de la Municipalité et du parti social-démocrate pensent qu'ils vont pouvoir dormir et reprendre leurs vacances et que la population de Hanovre, au cas où les étudiants ne tomberaient pas dans le piège, se retourneraient contre cette petite minorité radicale. Mais cela ne sera pas le cas. La part la plus consciente et la plus active des manifestants commence aussitôt à dénoncer ce compromis scandaleux et annonce la poursuite de l'action. Le but à court terme reste la suppression immédiate de l'augmentation des tarifs et le rétablissement des tarifs antérieurs. Cependant un nombre de plus en plus grand de voix s'élèvent en faveur des étudiants et de leurs revendications pour les transports publics gratuits. Le S.D.S., dans ses tracts, présente l'action « Point Rouge », c'est-à-dire le fait de prendre dans leur voiture ceux qui n'en avaient pas pour les conduire à leur travail et les ramener, comme une socialisation partielle du système des transports privés.

Dans une séance extraordinaire du Conseil municipal, le lendemain matin, Neuffer, du S.P.D., admit qu'il avait entièrement sous-estimé la réaction de la population de Hanovre. Un jour plus tard, le dimanche, l'organisation de jeunesse du S.P.D., les « Jeunes Socialistes », se réunissait à Hanovre et elle transforma leur réunion en une discussion au sujet des événements de la semaine écoulée, déclarant leur solidarité avec l'action des étudiants et critiquant l'attitude de leur parti. Elle réclama que la direction du S.P.D. de la ville de Hanovre « place au centre de ses discussions la question de la socialisation du système de transports publics ».

La tentative de la société des tramways de faire circuler ses voitures le lundi fut un échec. Le creux des rails et des aiguillages avaient été remplis de béton et les étudiants étaient déjà dans les rues à 4 heures du matin. A midi, une réunion agitée de la Fédération du syndicat eut lieu et face aux tentatives de manifestation de la direction de la D.G.B., la majorité des bureaucrates syndicaux furent bien obligés de continuer à apporter passivement leur soutien à la manifestation. Cependant, c'est un concours actif que lui apportèrent les travailleurs de l'usine Hanomag, une vaste fabrique de machines et de camions lourds. Ils collectèrent 1.600 DM (20.000 FB) et apportèrent cette somme au comité de la manifestation. De manière indirecte, ce fut également un concours actif qui fut apporté par les « Jeunes Socialistes ». Ils menacèrent la direction du S.P.D. de Hanovre de ne pas les soutenir dans leur campagne électorale si les anciens tarifs n'étaient pas rétablis immédiatement. Si bien que le 17, les tarifs furent ramenés à 0,50 DM (60 centimes) à dater du jour même.

En une nuit, Hanovre était devenu un modèle d'actions contre des mesures prises par le système. Le 15 juin, les tarifs étaient augmentés à Heidelberg, tout le système de transports publics étaient aussitôt totalement bloqué le 16 et le trafic privé sous le signe du « Point Rouge » se mettait immédiatement en marche. Là aussi, la décision dut être rapportée. Dans une petite ville entièrement industrielle de la Sarre, Völklingen, l'action « Point Rouge » réussit aussi à merveille et les tarifs ne purent être augmentés.

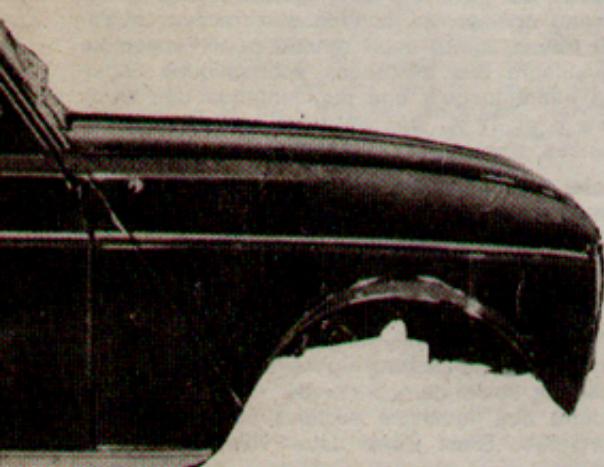
Le ministre de l'Economie de Westphalie, le plus large Etat de l'Allemagne de l'ouest, centre de l'industrie, le Dr Fritz Kässmann, avait déjà déclaré en juin : « Nous aurons le même type d'action, ici, dans cet Etat parce que nous ne sommes capables de faire aucune concession aux prix. »

En d'autres termes, des actions « Point Rouge » limitées jusqu'à maintenant, pourraient devenir aisément une action généralisée « Point Rouge » en Allemagne de l'ouest.

Les conclusions que nous pouvons tirer de ces expériences sont les suivantes :

- pour la première fois, la jeunesse révolutionnaire a été capable par son action — du moins pendant un certain temps — de supprimer la distance qui la sépare de la classe ouvrière de l'Allemagne de l'ouest ;
- pour la première fois, la jeunesse révolutionnaire, par son action, a pu aider les gens à lutter contre leur propre aliénation en les amenant à s'aider les uns les autres en cas de besoin ;
- pour la première fois, les étudiants révolutionnaires ont adopté une stratégie à laquelle peuvent participer activement la classe ouvrière et des éléments du S.P.D., se montrant ainsi capable d'alguaiser de l'extérieur les contradictions à l'intérieur des syndicats et de la social-démocratie ;
- pour la première fois, la jeunesse révolutionnaire, par son action exemplaire, a permis à la classe ouvrière de comprendre la possibilité et la nécessité de la distribution gratuite des services essentiels, tels que les transports publics en commun, distribution qui se fait selon les besoins et non selon la loi du profit.

(1) Parti Social-Démocrate.
(1) 20.000 francs.



la drôle de campagne électorale des ouvriers allemands

« Les grèves engagées en septembre sans l'aveu des syndicats dans des secteurs limités de la sidérurgie de la Ruhr et de la Sarre ont trouvé un écho favorable dû à l'impression, très

répandue en Allemagne, que l'Etat et le patronat confisquent l'essentiel des bénéfices de l'expansion. »

(Editorial du « Monde » - 23 septembre.)

Les ouvriers de la Sarre et de la Ruhr, les travailleurs des chantiers navals de Kiel, les dizaines de milliers de sidérurgistes de Dortmund, Krefeld, Düsseldorf, Essen et Gelsenkirchen qui, il y a une semaine, déclenchèrent le plus grand mouvement de grève que l'Allemagne Fédérale ait connu depuis son existence, viennent de détruire en quelques heures un mythe auquel croyait le monde entier : celui de la non-combativité, de la discipline, de la soumission aveugle du prolétariat allemand, de son incapacité à s'exprimer révolutionnairement en compactant sur ses propres forces et en secouant la tutelle des syndicats réformistes.

Dans un pays où, dans le langage officiel, les mots « ouvriers » et « patrons » ont été remplacés depuis l'ère audenauerienne, par les euphémismes « Arbeitnehmer » (celui qui prend le travail) et « Arbeitgeber » (celui qui donne le travail), où la social-démocratie se partage le pouvoir avec la bourgeoisie pour mieux gérer l'Etat capitaliste, dans un pays où le fascisme avait complètement détruit le mouvement ouvrier marxiste et où être communiste était très longtemps le pire des crimes — le P.C. allemand était interdit jusqu'en 1968 ! — l'action spontanée des masses de travailleurs dans les secteurs clés de l'industrie ouest-allemande devrait choquer la bourgeoisie allemande plus que celle d'autres pays où la bourgeoisie est déjà habituée à de telles formes de lutte (Grande-Bretagne, France, Italie).

Elle était choquée non pas parce qu'elle voyait la naissance d'un mouvement de masse révolutionnaire implanté dans le prolétariat (tout le monde sait qu'en Allemagne il n'y a qu'une petite minorité d'ouvriers qui peuvent être considérés comme révolutionnaires), mais parce que les mécanismes habituels de médiation de conflits sociaux à la table de négociation entre les syndicats et les patrons ne fonctionnaient plus. Mouvement de grève déclenché à la base, les fonctionnaires du D.G.B. (syndicat national d'orientation social-démocrate) débordés, débrayages et manifestations des ouvriers à travers les villes auxquelles avait fait appel une direction de grève anonyme — telle fut la situation typique qui caractérisa la plupart de ces actions.

C'est en Sarre que le mouvement atteignit sa plus grande combativité. Pour soutenir leurs revendications économiques (égalité de salaires avec les mineurs de la Ruhr, paiement des journées de travail de chômage technique), 2.000 mineurs défilèrent le 11 septembre dans la ville de Sarrebruck, et menèrent de prendre d'assaut l'édifice de l'administration en lançant des slogans hostiles au patronat et à la bureaucratie syndicale. Ils obtinrent satisfaction.

Dans la Ruhr, la zone industrielle la plus puissante de l'Europe occidentale, ce furent les mineurs et les sidérurgistes de Dortmund qui prirent l'offensive.

sive. Le mouvement commença par une grève sauvage aux puits « Minister Stein » et « Fürst Hardenberg », déclenchée pour obtenir des augmentations de salaires ; suivirent bientôt les autres grands puits de la région comme « Germania », « Zollern I » et « Hansa », de sorte qu'en quelques jours, à peu près 10.000 ouvriers étaient en grève. Cette situation alarma les dirigeants du syndicat de l'énergie et des mineurs (IG-Bergbau) qui se virent obligés d'examiner la situation grave, pour essayer, comme la C.G.T., en mai dernier, en France, de prendre le train déjà en marche. De Dortmund comme épicentre, la vague de grève atteignit tout de suite Düsseldorf où 1.000 ouvriers du trust « Klöckner » (acier) débrayaient pour obtenir une augmentation de salaire de 50 pfennig (66 centimes) par heure.

Faisant tache d'huile les usines du même trust à Brême et à Osnabrück se joignirent au mouvement. Dans le Nord, Kiel (la ville où en 1919 les marins, suivant les mots d'ordre de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, se soulevèrent) 8.000 salariés du chantier naval « Howaldt » déclenchèrent et continuèrent une grève sauvage, malgré les consignes de reprise de travail données par le syndicat IG-Metall (syndicat des métallos).

En Bavière, la région la plus conservatrice de l'Allemagne, les travailleurs de la sidérurgie de la « Maxhütte » (région de Nuremberg) se mirent en grève pour demander une augmentation des salaires de 10 %.

**
Pourquoi ces grèves sauvages dans un pays connu pour sa prospérité, sa stabilité économique et la prospérité relative de sa classe ouvrière ?

Pour donner une réponse suffisante à cette question il faut se rendre compte que dans le cadre de l'aggravation des contradictions au sein du système économique impérialiste, le capitalisme allemand, avait une position privilégiée à l'égard d'autres pays à cause de sa fameuse stabilité et prospérité économique due à une très bonne position sur le marché international, à un excédent considérable d'exportations sur les importations, à la stabilité de son expansion économique et de sa monnaie. A cause de l'absence d'un mouvement ouvrier organisé sur des positions des luttes de classes, les crises cycliques du capitalisme n'y provoquèrent pas de crises sociales graves, comme en France ou en Italie dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

A la crise économique de 1965-1966, accompagnée d'une crise ministérielle et gouvernementale, la bourgeoisie répondit par une manœuvre « d'ouverture » et de collaboration avec la social-démocratie, amenant à la formation de la grande coalition dont l'objectif était de former un « gouvernement fort » capable de surmonter la crise économique en faisant usage du parti social-démocrate comme chien

de garde de la classe ouvrière, et de réaliser une législation répressive à l'égard de l'opposition extra-parlementaire marxiste (le S.D.S. surtout) et à l'égard des mouvements de grèves politiques : les lois d'urgence (Notstandsgesetze). Pour bien veiller sur la « paix sociale » capitaliste, les syndicats réformistes furent récompensés par des fauteuils ministériels. L'opération semblait être réussie : malgré les secousses, sur le plan intérieur, causées par la contestation universitaire, l'isolement des étudiants révolutionnaires était évident. Quant à ce qu'il est convenu d'appeler le « miracle économique allemand » stabilité et prospérité semblaient être les caractéristiques de la situation économique ouest-allemande encore entre 1967 et 1969. Profitant même des crises d'autres pays du Marché commun, l'Allemagne Fédérale gardait et renforçait sa position, attirant les spéculateurs du monde entier tandis que d'autres pays étaient obligés de dévaluer leur monnaie, à suivre une politique d'austérité, à freiner la consommation intérieure pour donner un coup de fouet à leur expansion industrielle, etc. (France, Angleterre).

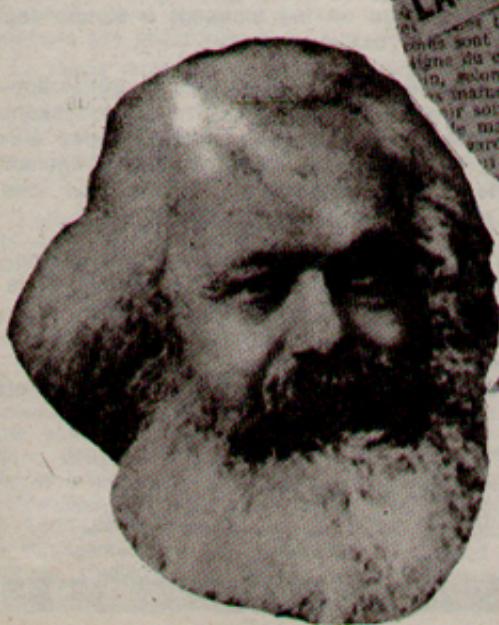
Tandis que dans la plupart des pays une récession économique se dessinait, la bonne position du capitalisme allemand sur le marché international, la stabilité de sa monnaie et son rôle de créancier provoquèrent plutôt une surchauffe industrielle en Allemagne. Pour les capitalistes allemands, il s'agissait de réaliser un profit maximal en augmentant les cadences, en produisant et en vendant davantage, tandis que les salaires étaient payés conformément aux accords conclus précédemment avec les syndicats, selon une estimation différente de l'évolution économique. Ainsi, entre le deuxième et le troisième trimestre de l'année 1969 le décalage entre l'augmentation des profits des patrons et celle des salaires s'agrandit sensiblement. Les profits augmentèrent d'à peu près 20 %, tandis que l'augmentation des salaires pour 1969 était en moyenne de 8,5 %. A l'égard des revendications formulées par les représentants officiels des syndicats qui demandaient un nouveau rendez-vous social, en vue d'une augmentation proportionnelle des salaires, le patronat prit une position dure. Mais, à la demande du parti social-démocrate, craignant les réactions des électeurs en pleine campagne électorale, le D.G.B. ne reprit pas à son compte les revendications, obéissant au parti et s'éloignant de plus en plus de la base. Cela accentua la crise de confiance entre les ouvriers de la base et la bureaucratie syndicale qui s'était déjà partiellement amorcée dès 1966, lorsque les premières grèves sauvages isolées éclatèrent, et en mai 1968, à l'occasion des grèves contre les lois d'urgence dont la systématisation était sabotée par la bureaucratie syndicale. Dans les puits et dans les mines de la Ruhr le climat social s'aggrava encore plus durant les mois d'été où beaucoup d'ouvriers étaient physiquement exténués par un travail pour une production de record imposée par le patronat.

Et c'est exactement à ces ouvriers qui travaillaient dans les puits dans une chaleur subtropicale, comme par exemple chez Hoesch à Dortmund, que le patronat refusa l'augmentation supplémentaire des salaires de 8 %. L'explosion qui s'est produite en septembre et dont la presse réactionnaire d'Allemagne Fédérale rend responsable des meneurs « gauchistes », communistes ou de l'A.D.F. (Aktion demokratischer Fortschritt - Action de progrès démocratique) avait donc des motifs et des raisons très précises. C'est certainement à cause de ces humiliations et de ces frustrations énormes (produits d'une répression patronale en permanence) que le mouvement a pris de telles formes. Il s'agissait donc d'un mouvement spontané qui avait souvent la marque d'une irruption de colère des ouvriers, surtout des jeunes, plus politisés et plus radicalisés, mais qui était dès le début sur des objectifs uniquement économiques, donc à caractère réformiste. Cela explique pourquoi il était facilement récupérable par la bureaucratie du syndicat national réformiste (D.G.B.) qui a quand même reçu une leçon de la part de la base, mais, qui, faute de l'auto-organisation révolutionnaire du prolétariat et faute d'un nombre suffisant de cadres révolutionnaires capables de politiser cette grève sauvage et de l'étendre à d'autres secteurs, put de nouveau apaiser les conflits et organiser la reprise du travail, après avoir obtenu pour l'ensemble des travailleurs des avantages économiques considérables allant jusqu'à une augmentation des salaires entre 8 et 12 %, des journées supplémentaires de vacances, des journées de grève payées, etc.

Mais le plus encourageant dans ce mouvement qui, pensons-nous est plus qu'un épisode, c'est cette prise de conscience des travailleurs à la base qui, dans une certaine mesure, ont renoué avec les traditions du mouvement ouvrier allemand d'autan, et se sont montrés capables, malgré la propagande anti-communiste quotidienne, malgré l'intoxication permanente de la « Bild-Zeitung » d'Axel Springer, malgré l'encadrement social-démocrate, de réagir énergiquement contre des injustices sociales et économiques insupportables. C'est dans cette volonté d'action, exprimée par une minorité d'ouvriers politiquement conscients que se cristallisent les espoirs de tous ceux qui se rappellent cette phrase de Rosa Luxemburg dans « Grève de masses, parti et syndicats » :

« La plus importante des conditions exigées dans la période de grandes luttes qui viendra tôt ou tard pour la classe ouvrière allemande, c'est, avec la pleine décision et conséquence de la tactique, la plus grande capacité possible d'action. » (1).

(1) Rosa Luxemburg, « Grève de masses, parti et syndicats », Paris, Maspero, 1964, page 83.



L'administration des postes ouest-allemandes, convaincue du caractère éternel de la « Sozialpartnerschaft » (collaboration de classes à l'allemande), a émis récemment un timbre à l'effigie du « grand Allemand » Karl Marx, considéré désormais comme inoffensif.

Rencontré au cours des récentes grèves sauvages à la porte d'une usine de la Ruhr, le célèbre philosophe nous a dit ce qu'il en pensait tout en se livrant à quelques prévisions à moyen terme.

la crise italienne : les ouvriers de fiat renouent avec la tradition révolutionnaire



Droits réservés.

Le rendez-vous d'automne pour le renouvellement des contrats de la métallurgie a explosé de façon imprévue, tant par le patronat que par les directions syndicales. Au centre de cette agitation qui secoue l'Italie du Nord au Sud, on retrouve la FIAT, géant italien de l'automobile, en lutte depuis plusieurs mois contre la surexploitation capitaliste et pour l'organisation de la classe ouvrière dans l'usine.

Dans l'histoire du mouvement ouvrier italien, la FIAT tient une place bien particulière. Depuis sa création au début de ce siècle, la FIAT a toujours été à l'avanguardie des luttes de la classe ouvrière, centre où se formèrent les premiers conseils d'usine en 1920 et en 1945, bastion des communistes qui regroupaient en 1948 75 % de syndiqués. Pourtant depuis les années 50, la FIAT était devenue la honte des syndicats. Le nombre d'adhérents était tombé à 10 % sur 180 000 ouvriers, dont 5 % seulement pour le syndicat à majorité communiste. Cette perte d'audience des syndicats s'explique par la véritable chasse aux sorcières menée au lendemain de la guerre par Valletta, patron d'alors et anti-communiste notoire. Fouille de tous les ouvriers à l'entrée et à la sortie de l'usine, flicages permanents de tous les ateliers, licenciements massifs de tous les « activistes » syndicaux, etc. Valletta a ainsi réussi à anéantir toute action organisée de la classe ouvrière dans son usine et à faire naître une grande méfiance des ouvriers vis-à-vis de la Commission Interne. A partir des années 60, Agnelli, nouveau patron de la FIAT, s'est vu obligé de changer radicalement de tactique afin de mener à bien sa nouvelle politique économique visant à conquérir le marché international. Il avait maintenant besoin de la collaboration des syndicats pour faire passer sans heurt les mesures anti-ouvrières découlant de sa politique. Le terrain fut donc préparé à tous les niveaux pour l'intégration des organisations de la classe ouvrière dans l'entreprise et aux institutions de l'Etat. C'est à cette époque que fut mise en place, au gouvernement, l'équipe dite de « centre-gauche » regroupant démocrates-chrétiens et socialistes.

L'EXPLOSION DES LUTTES

Devant l'augmentation de l'exploitation et la passivité de ses directions, la classe ouvrière italienne ne tarda pas à manifester de manière souvent violente son mécontentement et son désir de changement. Au centre de ce mouvement de grèves offensives, on retrouve les ouvriers de la FIAT, menant les luttes les plus radicales et posant dans les faits le problème de l'organisation des ouvriers dans l'usine.

La situation à la FIAT au début de cette explosion renfermait toutes les contradictions correspondant à ce stade de développement du capitalisme italien :

— augmentation de l'exploitation et compression des salaires ;

— présence d'un nombre important d'immigrés (80 %) venus du Sud avec l'expérience des luttes sociales très violentes qui se sont développées dans le Midi ;

— augmentation exceptionnelle du coût de la vie (les différentes grèves menées contre cette augmentation, le 3 juillet à la FIAT et la semaine dernière dans le Haut-Adige, à Florence et à Salerne, montrent la prise de conscience par la classe ouvrière de l'ampleur du système d'exploitation capitaliste, ne se limitant pas au seul travail dans l'usine. Ceci est d'autant plus vrai à la FIAT, qui « régit » toute la ville de Turin : logements, transports, écoles, etc.).

— manque d'influence du P.C.I. et de son syndicat (pour les raisons citées plus haut) et influence des luttes menées dans d'autres domaines, principalement par le mouvement étudiant ;

— désarroi de la classe dominante face à la crise de ses institutions et son incapacité de trouver une solution gouvernementale satisfaisante.

Au mois de mai dernier commençait à la FIAT une agitation qui devait durer environ six semaines et au cours de laquelle les ouvriers désorganisèrent systématiquement le calendrier de production capitaliste, imposant leur contrôle sur les cadences et procédant à l'initiative de camarades du P.S.I.U.P. et des groupes « Iniziativa Operaia » à l'élection de délégués d'équipes, s'efforçant de propager l'agitation dans tous les secteurs de l'usine. Cette agitation devait culminer dans la grève démonstrative du 3 juillet dernier. Les ouvriers de la FIAT entendaient ainsi faire pression sur leurs directions et leur montrer comment ils comptaient mener la bataille des contrats. La courte trêve des vacances ne calma rien, et dès le 1^{er} septembre, les ateliers 32 et 33 de l'usine Mirafiori déclenchaient une grève sur des motifs de type égalitaire : augmentation égale pour tous, réduction de l'éventail des catégories, etc. et refusant tout intermédiaire des directions syndicales.

LA NOUVELLE TACTIQUE DU PATRONAT : LE « LOCK-OUT SAUVAGE »

Face à cette agitation permanente sans possibilité de contrôle par les syndicats, Agnelli se devait de réagir. En effet, il lui faut un « interlocuteur » même s'il se montre dur, pourvu qu'il « négocie ». A la grève des 800 ouvriers des ateliers 32 et 33 il répond donc par le lock-out de 25 000 ouvriers. Décision politique, visant deux objectifs :

— désolidariser les ouvriers et leur montrer que les actions spontanées en dehors des syndicats ne paient pas (Agnelli comme ses compères français a besoin d'un syndicat « fort » c'est-à-dire capable de contenir toutes les poussées de la base) ;

— clarifier le rapport de forces entre les différents groupes de la bourgeoisie, entre le capitalisme familial et les trusts ; il doit prouver sa capacité de contrôler, en premier lieu dans l'usine les réactions de la classe ouvrière, au besoin montrer sa poigne pour ensuite mieux les intégrer.

COMBATIVITÉ INTACTE

Face à cette attaque du patronat, les syndicats lancèrent une grève de protestation de 2 heures et demandèrent que la date des négociations pour les contrats soit avancée. Pour mieux maintenir leur base, ils lancèrent des mots d'ordre de grèves par catégorie devant se dérouler en même temps que les négociations, ce qui n'était absolument pas prévu au programme.

Plus subtile est l'attaque des directions syndicales contre les éléments les plus conscients de la FIAT, contre ceux qui en mai-juin élirent leurs délégués d'équipes. Elles se sont empressées de nommer des délégués de chaînes et de passer des accords avec les patronats pour institutionnaliser cette nouvelle forme de représentation et faire ainsi du délégué un « auxiliaire » du délégué syndical. Elles ont été en cela aidées par l'incompréhension totale de groupes maoïstes, tels la « Ligue étudiants-ouvriers » ou « Pesere Operaio », de la nécessité de cette forme de délégation et par la propagande qu'ils ont faite contre elle (sur le thème « nous sommes tous des délégués »). Cette action des groupes maoïstes prend également un caractère nettement anti-syndical : les directions syndicales lançant des mots d'ordre (récupérateurs) de contrôle sur la production, ces groupes rétorquent que les ouvriers ne veulent pas contrôler la production, mais plus d'argent, et partout, font une propagande corporatiste. Cela prouve la politique opportuniste de ces groupes, érigent leur tactique en stratégie et ne comprenant pas le processus de maturation de la conscience de la classe ouvrière et la nécessité d'objectifs transitoires.

Malgré cette vaste entreprise de récupération *, les ouvriers de la FIAT ont fait au printemps dernier une expérience qui ne s'oublie pas rapidement, celle de leur pouvoir dans l'usine. L'énorme participation aux grèves de la semaine dernière montre qu'ils n'ont rien perdu de leur détermination et de leur combativité.

Correspondant.

(*) Voir à ce sujet un article sur la journée du 3 juillet à Turin dans le numéro de septembre de la revue « IV^e Internationale ».

argentine : de nouveau la grève

Au Brésil, la junte qui a - remplacé - le maréchal Costa E. Silva vient de promulguer un acte institutionnel aux termes duquel les responsables - d'actes de subversion en temps de paix - encourront la peine de mort.

Depuis l'enlèvement de l'ambassadeur américain Elbrick la répression se fait plus forte que jamais. Mais malgré sa férocité, l'action des révolutionnaires ne cesse de se développer : le 11, dans le Nord-Est du pays, un dépôt de munitions d'un régiment d'infanterie explode ; le 12, un commando lance une action de propagande dans une gare de banlieue, à une heure d'affluence. Chaque jour, les organisations révolutionnaires se manifestent. Et les militaires craignent l'exemple de l'Argentine où depuis avril dernier, - l'ordre - n'est toujours pas revenu.

A Buenos Aires, Rosario, Cordoba et Santa Fe, le 13 septembre, les étudiants ont manifesté pour célébrer l'anniversaire de la mort de Santiago Pompillon, tué en 1966 par la police, au cours d'une manifestation. Actions dures où les cocktails Molotov ont répondu aux grenades lacrymogènes.

Le 15, ordre de grève générale de 38 heures lancé par les syndicats de Rosario et Cordoba ; motifs à Rosario : la situation infernale des employés de chemin de fer de la ligne Mitré et les sanctions prises contre des délégués syndicaux et des grévistes : ici, depuis le 9 septembre, les trains sont stoppés ; mêmes raisons aux usines Fiat de Cordoba où les travailleurs protestent contre le licenciement d'une centaine d'entre eux.

Le 19 à nouveau, les étudiants descendent dans la rue à Buenos Aires : la police, faisant deux victimes ; le 20 un groupe de manifestants tente de prendre d'assaut une gare ; encore une fois la police ouvre le feu : un étudiant de vingt ans est tué. En réponse, les syndicats ont prévu un ordre de grève générale pour le 25 ou 26 septembre.

Le combat continue.

tchad : le frolina en action

Il y a deux mois Tombalbaye - président du Tchad - reconnaissait officiellement que les légionnaires et des troupes de marine française - œuvraient - dans ce pays. Aujourd'hui, après un renfort de parachutistes, l'effectif de la Légion s'élève à plus de cinq cents hommes.

Mis à part une ou deux exceptions, la presse a bien entendu été fort discrète sur la présence et les activités des membres de l'armée française dans ce pays. On la comprend.

Depuis 1965, époque à laquelle des rébellions ont lieu, la situation n'a cessé de se dégrader pour le régime en place ; un an plus tard le F.R.O.L.I.N.A. (Front de Libération Nationale Tchadien) est constitué et se donne pour tâche d'organiser et d'unifier les luttes ; du Nord, le mouvement s'étend au Centre, puis à la quasi-totalité du pays. En 1968 le gouvernement de Fort-Lamy fait appel aux troupes françaises : les réguliers de l'armée tchadienne ne peuvent suffire à combattre les foyers de guérilla qui sont disséminés dans l'ensemble du pays ; des effectifs - parmi lesquels des membres du contingent - sont envoyés.

Aujourd'hui la guérilla s'intensifie : 227 accrochages pour les 6 premiers mois de 1969, 48 en juillet, 57 en août. Un général - Michel Arnaud - a été envoyé sur place pour diriger les opérations. Car le régime néo-colonialiste de Tombalbaye a peur : le F.R.O.L.I.N.A. est une organisation dont le but est l'instauration du socialisme.

Ces quinze derniers jours, une opération a été lancée : elle a mis hors de combat plus de 70 guérilleros : où est le complot international ?

la sale guerre...

Le 8 juin 1969, Nixon annonçait que 25 000 hommes allaient être retirés du Viêt-nam.

Le 27 août, par la voix du « Washington Post », le gouvernement américain annonçait : - 23 des 25 000 hommes ont été retirés. Il reste 526 500 hommes au Viêt-nam. -

Le 28, nouvelle annonce : - Le dernier contingent retiré (soit les 2 000 hommes prévus) est parti. -

Il devrait donc rester 524 500 hommes. Le Pentagone, le même jour, annonce... 511 800 !

Douze mille sept cents hommes ont disparu en 24 h des statistiques officielles. Il ne nous vient pas à l'idée qu'elles mentent délibérément. Alors ? Trois explications peuvent être avancées pour venir en aide aux statisticiens militaires. Reste à savoir ce qu'elles valent.

1. Douze mille sept cents hommes ont été retirés en une semaine, sans que la presse s'en aperçoive. Ce qui — quand on sait le battage fait par le « New York Times » autour du retour de 300 soldats — paraît proprement impossible.

2. Le mouvement naturel du contingent veut que, chaque mois, 10 000 hommes finissent leur temps et soient remplacés par 10 000 autres. En admettant — quasiment impossible — que les 10 000 nouvelles recrues n'aient pas été levées, il reste quand même 2 700 disparus... -

3. L'explication, malheureusement, la plus correcte, tient dans des chiffres :

8 juin - 30 août 69 :

2 270 morts au combat

454 morts accidentelles

8 309 blessures nécessitant hospitalisation

8 336 blessures sans hospitalisation

3 314 accidents et maladies diverses

22 683 retirés du combat

soit 91 % des retraits de troupes annoncés en juin par Nixon, qui, de fait, tient parole... Mais les paroles de Nixon, on le voit, ne sauvent pas la vie des G.I's.

Ceux-ci le savent bien. La révolte de la compagnie A (voir « Rouge » n° 30) a fait couler beaucoup d'encre. Phénomène isolé ? Le 7 septembre, un journal de Philadelphie publiait l'interview suivante d'un lieutenant-colonel de la 1^{re} division aéroportée :

Il y a les vétérans dont le seul souci est de rester en vie. Il y a ceux qui, ouvertement, posent des questions sur la nécessité de se battre et de mourir... Tous les opposants parlent sans cesse de leurs doutes... Il y a aussi ceux qui désobéissent ouvertement. Quelques jours avant la révolte, cinq fantassins refusèrent d'assurer une garde de nuit à cause du danger. Un autre a été renvoyé à l'arrière pour refus de se battre. Un autre, également, s'est tiré une balle dans le pied pour être rapatrié.

C'est une guerre différente, une armée différente de celles que j'ai connues en arrivant en 66. Des actions qui auraient valu à leur auteur la cour martiale à l'époque, je dois aujourd'hui faire semblant de ne pas les voir. Nous commandons une armée de civils. -



Ramenez-moi en vie...



Nous publions ci-dessous un texte officiel de la résistance palestinienne. C'est une interview distribuée par la direction du Front Démocratique et Populaire de Libération de la Palestine. (F.D.P.L.P., plus couramment appelé Front Démocratique.)

Cette organisation provient d'une scission du Front Populaire de Libération de la Palestine (F.P.L.P.) du Dr Georges Habbache. Ce dernier s'est rendu célèbre par des actions spectaculaires, contestables par ailleurs, telles que les détournements d'avion ou les attaques de jeunes militants sur des bureaux touristiques ou des ambassades de l'Etat israélien.

La scission marxiste du F.P.L.P., devenu F.D.P.L.P. s'est produite au début de cette année. « Rouge » a publié en février la plate-forme politique de cette scission, lui assurant une large diffusion. A l'heure actuelle, le F.D.P.L.P. est la seule organisation palestinienne marxiste. L'un de ses principaux dirigeants, Nayef Hawathme, a combattu pour la constitution de cette organisation sur les principes organisationnels et théoriques du marxisme, afin de donner à la résistance palestinienne la direction révolutionnaire capable de lutter contre les bourgeoisies arabes et le sionisme.

Le F.D.P.L.P. est en liaison étroite avec les mouvements révolutionnaires du Sud-Yémen et du Djazafar. Depuis la scission, son audience politique et son aide militaire n'ont cessé de se développer.

Tout récemment, il a occupé un village arabe dans les nouvelles frontières de l'Etat sioniste durant plusieurs heures. Cette opération à laquelle fut donnée le nom d'Ho-Chi-Minh, traduit ce renforcement militaire du Front Démocratique.

Les réponses qui suivent donnent une idée très claire des positions du F.D.P.L.P., rejoignant celles des camarades marxistes de l'Organisation Socialiste Israélienne (cf. « Revue Quatrième Internationale » 39, septembre 1969 - « Lutte palestinienne et révolution arabe » par A. Saïd et Machover), et celles de notre mouvement.

Nous publierons d'autres documents de ce genre de cette organisation ainsi que d'autres comme El Fatah.

front populaire démocratique pour la libération de la palestine

Question : Quel est le programme idéologique et militaire du Front et en quoi consistent ses points essentiels ?

Réponse : le Front souscrit idéologiquement au marxisme-léninisme. L'expérience des mouvements de libération nationale dans les pays sous-développés prouve que le marxisme-léninisme est la seule idéologie qui est capable de mobiliser et de préparer les masses à s'engager dans la lutte de libération nationale et d'accomplir les buts de la révolution démocratique nationale. Cuba, le Vietnam, la Corée et la Chine en constituent autant d'exemples vivants. En même temps les mouvements basés sur l'idéologie bourgeoise ont échoué au cours de la lutte contre le néo-colonialisme et ses alliés, les classes réactionnaires. Les petits-bourgeois se sont également trouvés incapables de poursuivre le combat pour atteindre les objectifs de la libération nationale : l'indépendance politique et économique et l'industrialisation intensive. Ils sont incapables de combattre le néo-colonialisme, dirigé par les Etats-Unis et ils adoptent par conséquent un programme consistant à battre en retraite et à chercher des accommodements avec celui-ci. Ceci a été illustré dans les pays arabes pendant et après la guerre de juin. Les régimes petits-bourgeois étaient incapables de continuer la lutte contre les forces du sionisme, de l'impérialisme et des Arabes réactionnaires et ils ont été forcés de transiger avec eux, acceptant la résolution de l'O.N.U. du 23 octobre 1967 qui est nuisible au mouvement national de libération et au peuple de Palestine.

L'impérialisme américain passe par une période cruciale étant donné que ses forces sont partagées entre l'Europe et le Vietnam (1). Ouvrir un front contre lui au Moyen-Orient épouserait ses ressources et accélérerait sa défaite en tant que puissance mondiale. Les petits-bourgeois sont incapables de continuer la lutte et de mener une guerre populaire prolongée, transformant ainsi le Moyen-Orient en un second Vietnam, car ceci est contraire à ses intérêts établis, c'est-à-dire de se maintenir au pouvoir.

Q. : Quelle est la nature du noyau à partir duquel s'est développé le Front Démocratique ?

R. : Le Front Populaire Démocratique est une organisation révolutionnaire qui fait siennes les conceptions du marxisme-léninisme. Elle a été fondée à l'origine par l'aile révolutionnaire marxiste-léniniste du Front Populaire, qui croissait et se développait au sein du Mouvement des Nationalistes-Arabs (2), et c'est cette aile qui a été l'épine dorsale au cours de la formation du Front Populaire en octobre 1967. Dès le début même jusqu'à la conférence d'août 1968, cette aile a lutté pour que le Front adopte le marxisme-léninisme et un programme de gauche pour la libération nationale. En dépit d'une victoire de la gauche à cette conférence, la droite a refusé d'accepter ce programme en pratique. C'est ce qui a poussé l'aile marxiste-léniniste du Front à déclarer qu'elle s'en séparait et fonda le Front Populaire Démocratique le 21 février 1969. Le Front Démocratique s'est déclaré dès le départ ouvert à tous les éléments progressistes qui croient que la lutte armée est la voie fondamentale vers la libération nationale. Il a également déclaré qu'il lutte pour unir toutes les organisations palestiniennes de gauche en une seule organisation. Le Front a accueilli de nombreux progressistes et marxistes-révolutionnaires dans ses rangs. En outre, une conférence de la Ligue Révolutionnaire de la gauche palestinienne et une conférence de l'Organisation Populaire pour la Libération de la Palestine ont été convoquées. Ces deux organisations marxistes-léninistes ont décidé de dissoudre leurs organisations politiques et militaires et de rejoindre les rangs du Front Démocratique. Ceci a été déclaré aux masses palestiniennes et arabes et le processus d'unification est maintenant achevé.

Partant de sa position marxiste et de cette analyse concrète de la nature des mouvements de libération nationale dans le Tiers Monde, le Front affirme que la seule avant-garde capable de mener les masses vers la libération sont les marxistes révolutionnaires qui adoptent la lutte armée comme voie fondamentale vers la libération et qui luttent pour la mobilisation et l'armement des classes les plus révolutionnaires de la société : les ouvriers et les paysans sans terre. Le programme politique analyse également la structure de classe des sociétés arabes et, en vue d'élargir le niveau de conscience politique révolutionnaire des masses, expose la position prise par chaque classe par rapport aux problèmes de la libération nationale et la lutte contre le néo-colonialisme, l'impérialisme et la réaction mondiale.

Le Front Démocratique lance un appel à toutes les organisations progressistes palestiniennes et arabes pour une lutte unie contre les forces de la contre-révolution : l'impérialisme, le sionisme et la réaction arabe. Il appelle aussi à la formation d'un large front national regroupant toutes les forces et classes qui sont opposées à l'impérialisme et au sionisme et qui sont prêtes à mener une lutte armée prolongée. Le programme du Front Démocratique est basé sur l'entraînement et l'armement des masses pour la lutte contre le sionisme et l'impérialisme et contre toutes les concessions et compromis qui sont nuisibles au mouvement de libération nationale et à la lutte du peuple palestinien pour la libération de son pays. En même temps le Front s'efforce d'étendre la lutte contre le racisme et l'Etat sioniste expansionniste et croit en la nécessité de la lutte armée contre le néocolonialisme et l'impérialisme au Moyen-Orient.

Le Front Démocratique croit que la lutte armée est la voie fondamentale qui s'offre au peuple palestinien et arabe et aussi aux peuples des pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine dans la lutte pour la libération nationale et la défaite du néo-colonialisme, de l'impérialisme et de leurs alliés, les régimes féodaux et bourgeois. Par conséquent, le Front Démocratique continuera sa lutte quelles que soient les conditions contre toutes les institutions sionistes et impérialistes dont l'Etat d'Israël constitue l'exemple au Moyen-Orient. Nous croyons aussi que la lutte du peuple palestinien est une partie de la lutte à l'échelle mondiale contre toutes les forces de la contre-révolution.

Q. : Quelle est la composition sociale du Front ?

R. : Le Front a adopté le marxisme-léninisme. Il est donc soucieux que ses forces soient composées pour leur plus grande part par les ouvriers, les paysans sans terre et les réfugiés. Le Front Démocratique est la seule organisation de la résistance palestinienne qui n'offre à ses membres aucun avantage matériel.

Q. : Quelle sera la forme du développement de la Palestine après la libération ? Et quel sera le statut des Juifs ?

R. : L'Etat d'Israël est le produit de l'alliance entre le capitalisme juif et le capitalisme mondial. Le capitalisme juif a adopté le sionisme comme un moyen d'engendrer des sentiments racistes parmi les Juifs de toutes les classes sociales. En utilisant des slogans religieux et des prétenances historiques il s'est efforcé de séparer les Juifs appartenant à la classe ouvrière de la classe ouvrière mondiale et de les mobiliser en vue de l'invasion de la Palestine et de l'édification d'un Etat raciste, expansionniste. Le Front Démocratique croit en une juste solution du problème palestinien, basée sur le rejet de toutes les formes de persécution nationale, la liquidation de la présence sioniste incarnée par l'Etat d'Israël, et l'édification d'un Etat palestinien socialiste, démocratique, contenant à la fois les Arabes et les Juifs sous la direction de la classe ouvrière. Nous luttons pour un Etat palestinien socialiste opposé à l'exploitation de classe et à la persécution raciale et également opposé aux forces réactionnaires locales : un Etat dans lequel aussi bien les Arabes que les Juifs auraient un statut équivalent et le droit de développer leur culture nationale mais non jusqu'au chauvinisme. L'Etat démocratique palestinien sera opposé au néo-colonialisme et luttera pour ouvrir un front mondial, composé des forces socialistes et ouvrières, pour une lutte continue contre l'impérialisme et le capitalisme international et leur défaite finale.

Q. : Quelles sont la stratégie et la tactique du Front pour la libération de la Palestine ?

R. : Le Front croit que la libération de la Palestine ne peut être réalisée par le peuple palestinien que sous une direction révolutionnaire. En même temps le Front croit qu'il est impossible de séparer la lutte du peuple palestinien de la lutte des mouvements de libération arabes et des mouvements révolutionnaires dans le monde. Par conséquent, le Front croit que le seul moyen de libérer la Palesti-

tine est la guerre du peuple. Une guerre populaire prolongée au Moyen-Orient est historiquement la seule voie pour vaincre les machines de guerre techniquement supérieures du sionisme et de l'impérialisme. La libération du Vietnam et de Cuba en constituent la preuve tandis que la défaite des armées arabes dans la guerre de juin sont la preuve de la stérilité et de l'échec d'une confrontation avec l'impérialisme et le sionisme à l'aide d'armées régulières au cours d'une guerre classique. L'armée israélienne régulière soutenue par l'impérialisme est supérieure aux armées régulières arabes pour des raisons technologiques, scientifiques et culturelles. La libération du Vietnam et de Cuba prouvent qu'une guerre du peuple qui se sert à la fois d'unités régulières et de combats de guérilla au cours d'une lutte prolongée est la seule voie pour atteindre la victoire et la libération de la Palestine et des pays arabes et pour mettre en déroute l'impérialisme, le sionisme et les forces réactionnaires arabes. Il ne sera possible de transformer la lutte armée palestinienne en une guerre populaire de libération qu'à condition que des changements révolutionnaires aient lieu dans les Etats arabes et qu'arrive au pouvoir une direction révolutionnaire-prête à soutenir une guerre populaire et prête à mettre en œuvre un programme de mobilisation de tout le potentiel économique et culturel et la mobilisation, l'organisation et l'armement des masses pour une lutte prolongée et le lancement d'un second Vietnam au Moyen-Orient.

Q. : Que pensez-vous d'un règlement pacifique ?

R. : Nous n'aimons pas combattre pour le plaisir de combattre. La guerre n'est qu'un prolongement de la politique. Nous ne sommes pas hostiles aux règlements pacifiques dans l'absolu mais bien aux règlements pacifiques aux dépens des droits du peuple palestinien et qui constituent un recul devant l'impérialisme, le sionisme et les forces réactionnaires arabes. Les raisons qui ont motivé l'offensive impérialiste-sioniste du 5 juin 1967 étaient de forcer les Etats arabes à reconnaître Israël, qui serait doté de frontières sûres, et d'encercler les mouvements de libération nationale dans les pays arabes dans le but de les affaiblir et de les détruire. La résolution du Conseil de Sécurité est une tentative de liquider le problème palestinien et constitue une retraite et une capitulation devant l'impérialisme, le sionisme et les forces réactionnaires arabes. En conséquence, le Front et toutes les forces progressives nationales, aussi bien palestiniennes qu'arabes, rejettent ces règlements pacifiques.

Une analyse de la situation nous permet de voir que les Etats arabes sont prêts à accepter un compromis avec l'impérialisme et le sionisme au détriment des droits et des intérêts du peuple palestinien et des mouvements de libération nationale. Ceci imposera à ces mouvements de nouvelles conditions de lutte étant donné que la liquidation des organisations de résistance armée palestiniennes, en vue de garantir des frontières sûres à Israël, feront partie de ce compromis. Ceci forcera les mouvements de résistance à lutter sur deux fronts : d'une part contre Israël, d'autre part contre les Etats arabes qui accepteront ce compromis, particulièrement le régime réactionnaire de Jordanie.

Il y a une grande différence entre le règlement politique au Vietnam qui survient comme résultat du succès du mouvement de libération nationale vietnamien et un règlement politique imposé par la victoire militaire du sionisme et de l'impérialisme. Le Front Démocratique rejette tous ces compromis et poursuivra la lutte.

Q. : Quel lien voyez-vous entre le mouvement de libération nationale et les mouvements de libération nationale d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine ?

R. : Partant de notre idéologie marxiste-léniniste et de notre foi en l'unité de la lutte contre la contre-révolution mondiale, le Front croit que la lutte pour la libération de la Palestine est une partie intrinsèque des luttes de libération en Asie, en Afrique et en Amérique latine et une partie de la révolution socialiste mondiale. La victoire au Vietnam est une victoire pour toutes les forces révolutionnaires et socialistes du monde et, parallèlement, toute défaite d'un mouvement de libération nationale dans le Tiers Monde sera une défaite pour tous les mouvements révolutionnaires de libération et une victoire pour les forces de la contre-révolution mondiale ayant à sa tête les Etats-Unis. L'absence d'unité dans le front révolutionnaire mondial contre le néo-colonialisme, l'impérialisme et la réaction mondiale est une des causes principales de la série de défaites subies par les mouvements de libération en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Ceci a permis à l'impérialisme international, et plus précisément à l'impérialisme américain, de passer de la défensive à l'offensive, au point d'intervenir directement dans certains pays socialistes, comme on le constate en ce moment au Vietnam et comme ce fut le cas lors du fiasco de la « Bataille des Cochons » (3). Nous soutenons le message écrit à ce propos par le camarade « Che » Guevara et qu'il a envoyé au Congrès de La Havane (Congrès de la Tricontinentale).

La croyance en la nécessité de l'unité dans les luttes de libération mondiales contre l'impérialisme, le néo-colonialisme et les forces réactionnaires mondiales devraient également être mis en pratique.

Nous lutterons sans relâche pour édifier un front révolutionnaire mondial comprenant les mouvements de libération nationale du « Tiers Monde », le camp socialiste et les mouvements socialistes révolutionnaires dans les pays capitalistes.

Le Front Populaire Démocratique de Libération de la Palestine

(1) Ce fut le thème traité par la délégation cubaine au congrès de La Havane.

(2) Le Mouvement des Nationalistes Arabes a été formé au cours des années 1953-1954. C'était une organisation petite-bourgeoise guidée par une idéologie bourgeoisie droitière au cours des années cinquante. En raison de l'influence de l'aile progressive du parti, elle a adopté par la suite une idéologie politique de type petit-bourgeois, semblable à l'idéologie politique du régime nassérien. Cette aile avait lutté au cours des années cinquante pour vaincre l'aile de droite qui avait pris l'initiative de la formation du parti. En 1966, l'aile progressive lutta pour que le mouvement adopte le marxisme-léninisme. Cependant, après la guerre de juin 1967, cette aile se rendit compte qu'il n'était plus possible de coexister avec la droite. Après une série de luttes idéologiques une scission s'opéra dans toutes les sections du mouvement dans les pays arabes et elle fut rendue publique le 10 février 1969. Les sections progressistes (y compris la section palestinienne) se transformèrent en organisations marxistes-léninistes indépendantes.

(3) Il s'agit de la tentative de la CIA de débarquer une armée de mercenaires contre-révolutionnaires à Cuba.

à propos des agriculteurs et des vérités bonnes à dire

On a longuement hésité, paraît-il, dans les sphères gouvernementales, avant d'autoriser la publication du rapport Vedel (« Perspectives à long terme de l'agriculture française - 1968-1985 »). Ce texte est de nature à exaspérer tout le monde, et les gaullistes d'abord ; il préconise un changement radical de la politique jusqu'ici menée. Les godillots élus en juin dans les campagnes tremblent et se racornissent, la glèbe dans laquelle ils s'erracinaient va s'agiter ! C'est encore un coup de ce gauchiste d'Edgar Faure, qui a désigné le rapporteur ! La doyen Vedel et sa suite, dignes et compétents fonctionnaires, font sept fois le tour du monde rural en soufflant de la trompette : les mythes s'écroulent. Les experts ne font que proclamer un certain nombre de vérités, alors qu'il est de tradition qu'on mente aux agriculteurs. • La petite exploitation artisanale de type traditionnel ne paraît pas receler des vertus telles que la commission verrait en elle le modèle généralisable de la cellule d'activité agricole de 1985. • C'est dit en termes galants, mais c'est dit, et Monsieur Duhamel va faire du rapport son livre de chevet. Si ça se sait, et ça se saura, les chaumières ne vont plus longtemps voter U.D.R.

Le M.O.D.E.F. en prend aussi pour son grade : • Son principal défaut est d'orienter la politique agricole sur les sentiers d'un conservatisme exacerbé et inspiré par les seuls intérêts à court terme de la génération présente des exploitants agricoles. En tournant résolument le dos aux méthodes modernes, en flattant de manière délibérée les structures et les comportements les plus attardés, le programme du M.O.D.E.F. accentue le particularisme du monde agricole. Il condamne ce dernier à l'assistance perpétuelle. • C'est un direct au creux de l'estomac. Le M.O.D.E.F. et le P.C. hurlent : ça fait mal !

Le modèle Mansholt n'est pas épargné. • Ce n'est pas parce que l'agriculture sera gérée uniquement par des exploitants modernes bien outillés techniquement et mentalement, et animés de l'esprit d'entreprise, que brusquement la production agricole offrira des opportunités rentables... •

• Le modèle Mansholt sous-estime les risques de surproduction... Vedel et ses pairs sont les phrasseurs de gauche de la bourgeoisie française : avec une superbe admirable, ils rejettent comme n'étant pas assez radical un plan qui est pourtant déjà strictement inapplicable à l'heure actuelle, en ce qui concerne l'agriculture française.

Mansholt prévoit pour la France une réduction de 5 millions d'hectares de terres cultivées ; c'est dérisoire ! Il faudrait atteindre une réduction de 11 à 12 millions d'hectares.

Mansholt prévoit un système d'indemnité de non-emploi pour les agriculteurs non compétitifs ; c'est une faiblesse honteuse. Pour que le mécanisme joue à plein en faveur de la concentration, il faut supprimer ce chômage déguisé, et dire tout fort qu'on n'indemnisera personne.

Mansholt est un grand naïf. Il croit qu'une entreprise est rentable parce qu'elle est grande, alors qu'en contrepartie elle devient grande parce qu'elle est rentable. Mansholt croit que l'enseignement agricole est une valeur en soi, mais il ne dit pas ce qu'on va enseigner... Grâce à Vedel, les négociateurs français à Bruxelles vont pouvoir briller ; au lieu de se défendre pitoyablement, en invoquant les réalités pour ne pas appliquer la politique Mansholt, ils vont attaquer en la traitant de timorée et d'inefficace ; parions que le résultat sera le même. Les « ministres intéressés », simplement, plastronneront un peu plus. En agriculture, les gaullistes se désolent de ne pas pouvoir faire une politique de grandeur. Vedel a trouvé le joint ; il a fait une grande théorie. Sans doute, les faits ne changeront pas. La méthode est éprouvée ; c'est celle même de de Gaulle : « l'intendance suivra ». Mais si les recommandations sont appliquées, c'est une offensive directe contre la paysannerie.

LE PROBLEME DE FOND

La structure de la propriété est contradictoire avec les nécessités de l'évolution de la production agricole. En 1965, 29 % des exploitations ont moins de 5 hectares, et 20 % ont entre 5 et 10 hectares. Augmenter la superficie des exploitations rentables, supprimer les exploitations qui vivotent ; telle est la règle.

Mais on se heurte évidemment à la résistance des intéressés, non que les paysans aiment la terre, mais parce qu'ils ne quittent la campagne que quand ils sont sûrs de trouver du travail ailleurs. Tout le problème vient de ce que les paysans s'obstinent à vivre. Comme paysans ou comme n'importe quoi, ils veulent nourrir leurs familles. Ça paraît raisonnable, mais les auteurs du rapport s'en accommodent mal. En effet, les chiffres sont formels ; d'après l'I.N.S.E.E., d'ici à 1985, deux millions d'agriculteurs seulement pourront quitter la terre : il en restera encore deux autres millions sur les exploitations.

Dans ce cas - la France n'aurait toujours pas résolu en 1985 ses problèmes d'excédents structurels, de coûts élevés de production, et de surpopulation agricole chronique -. L'exode prévu ne modifie pas la taille des exploitations : le type d'agriculture qui prédominera en 1985 ne sera pas de type capitaliste mais de type néo-artisanal.

Les surplus vont augmenter en valeur-absolue et relative. Les prix agricoles vont subir une forte pression à la baisse, alors que les coûts fixes par hectare ne baissent pas. • Dès lors, il est hautement probable que la majorité des agriculteurs vivant sur des exploitations familiales de dimension artisanale ne parviendront pas à rattraper spontanément le revenu de certaines autres catégories socio-professionnelles. Ce retard tendra même probablement à s'aggraver. •

LA POLITIQUE AGRICOLE ACTUELLE DANS L'IMPASSE

Le système communautaire, de soutien systématique aux marchés est dénoncé par le rapport. Il est anti-économique parce qu'il ne permet pas d'orienter la production. Il est entaché de contradictions parce qu'il soutient les produits de base, alors que le prix des produits transformés (porcs, œufs, volailles) est libre.

Le système est inefficace et dangereux ; l'appareil mis en place est coûteux, c'est un facteur d'inflation. L'intégration à l'Europe n'a pas modifié les données fondamentales du problème ; elle les a transposées dans un cadre géographique plus vaste. Bien sûr, on peut distribuer les surplus agricoles au « deux tiers de l'humanité » aux « économiquement faibles » aux enfants des écoles. Ce serait gentil, ce pourrait être utile à des fins politiques mais ce sont des mesures anti-économiques qui faussent les règles des marchés. Quelles belles professions de cynisme ! d'ailleurs • Les besoins biologiques immédiats du tiers monde excèdent, à court terme, largement les possibilités financières que les pays développés sont prêts à accorder, compte tenu des avantages politiques recherchés et des rivalités entre les donateurs • comme de toute façon, ce qu'on pourra donner ne suffira ni à nous débarrasser de nos stocks, ni à combler les ventes, ne donnons rien, ou peu. Il faudrait polycopier ces textes et les faire parvenir à tous les humanistes de la gauche respectueuse pour leur faire saisir la monstruosité de la mystification dont sont victimes ces gentils partisans de l'accroissement de l'aide aux pays sous développés !

QUE PROPOSE VEDEL ?

Parler d'industrialisation de l'agriculture d'ici 1985, c'est rêver tout haut. Le programme du M.O.D.E.F. est réactionnaire, le programme Mansholt insuffisant. Impossible de théoriser l'impasse en proclamant que l'agriculture doit rester néo-artisanale. Alors ? Ce qui est nécessaire est impossible ; ce qui est possible est dérisoire.

Ce que propose Vedel, après le radicalisme de ses critiques, apparaît comme une collection de gadgets. Après la démonstration hautaine, intelligente et cynique de l'impossibilité du statu quo, de l'inutilité des réformes, la partie constructive semble un « rajout » uniquement justifié par le fait que les spécialistes sont payés par le gouvernement pour proposer quelque chose, non pour détruire ce qui est.

Il faut rendre acceptable la mobilité professionnelle tout en respectant les choix individuels, il faut promouvoir le tourisme, etc.

Un autre train de mesure proposées si elles semblent tout à fait insuffisantes constituent une véritable offensive contre la paysannerie par la liquidation de la politique de soutien des marchés, qui contraindrait à l'asphyxie rapide les petits exploitants.

• Le plafonnement et l'orientation des productions doit résulter d'une prise en charge progressive par les producteurs eux-mêmes de leurs excédents. • Là encore la justification est logique et cynique : « ces mesures retentiront gravement sur la situation économique de la grande majorité des agriculteurs » mais une politique de soutien ne résoudrait pas le problème. Elle l'aggravera. De toute façon ces gens là vont disparaître, alors, qu'ils le fassent vite ! Idem, il faut limiter l'aide sociale aux exploitants en difficulté. • Les aides économiques... ne peuvent être dispensées qu'à une petite minorité de ceux qui estiment avoir vocation à devenir compétitif ». Il faut supprimer les prêts à faible intérêt du crédit agricole. • Les taux d'intérêts demandés et consentis par le crédit agricole devraient s'aligner sur le niveau moyen atteint par l'ensemble des secteurs. • Cette politique de découragement systématique ne résoud pas le problème ; où vont aller les jeunes qui vont quitter la terre, et dont il était démontré fort bien plus haut, qu'ils ne pouvaient aller nulle part ?

Si ces mesures sont appliquées, il n'est pas besoin d'être prophète ni marxiste éminent pour prévoir ce qui va arriver ; un mécontentement paysan extrêmement puissant trouvera son expression politique quelque part du côté de la droite. Les jeunes agriculteurs jetés sur le marché du travail accroîtront le nombre des chômeurs. Le programme de rationalisation économique est un programme de désintégration de la base sociale du régime : on comprend que l'on ait hésité à publier le rapport. Les militants révolutionnaires doivent en tout état de cause, se préparer à intervenir sur ces questions ; qui sait si les paysans ne jettent pas le régime à bas avant que le nouveau mouvement ouvrier soit assez fort et organisé pour influencer la révolte rurale ?

LES REVOLUTIONNAIRES ET LES PAYSANS

La vérité seule est révolutionnaire. Nous ne promettons au petit paysan ni des crédits, ni des vaches. Le P.C. le fait (Lire « la terre »), il en subit les conséquences. Il s'attire le mépris des jeunes agriculteurs obligés d'entrer en usine. Ils sont justement déçus par un parti qui prétend faire des analyses scientifiques, et qui n'a pas été capable de prévoir leur sort.

Il n'y a pas à cacher que les problèmes de l'agriculture dans une société socialiste demeurent extrêmement complexes, mais nous pouvons affirmer aux petits paysans que seul le socialisme est capable, non de restaurer la petite propriété familiale, mais d'instaurer des rapports harmonieux entre les villes et les campagnes. La modification radicale de la structure de la société et de la propriété ne permet pas seulement de modifier radicalement la notion de « rentabilité » d'une exploitation agricole en créant des unités vastes, elle permet aussi de repenser la totalité du processus de production. (En amont, fourniture d'engrais et de matériel, en aval, organisation de la répartition.) La décentralisation industrielle, qui reste un rêve, à quelques exceptions près, en régime capitaliste, peut devenir la règle. C'est au niveau directement politique que le problème se pose.

P.S. : Pour un premier abord de la question, lire (outre le rapport Vedel, bien entendu) :

— Dynamisme capitaliste et marché commun .
— L'Europe capitaliste et les problèmes agricoles . exposé et discussion in « l'intégration européenne », cahier du C.E.S. n° 45 à 51.

— Notes et études documentaires n° 3422 : « Les structures agraires en France » n° 2018 : « L'évolution de la condition agricole dans la société industrielle ».

abonnez-vous

Si vous n'êtes pas sûr de pouvoir vous procurer « Rouge » toutes les semaines, ne restez pas à la merci du hasard ou de la chance, ne vous privez pas par simple négligence.

abonnez-vous

Si vous voulez aider notre journal à poursuivre son travail d'information révolutionnaire, envoyez-nous votre abonnement, nous nous donnerez, avec des moyens financiers accrues, la possibilité d'assurer et de développer notre diffusion.

abonnez-vous

Si notre service d'abonnements a parfois eu des faiblesses, soyez assurés qu'il a été mis au point ; les seuls retards que nous pourrons avoir seront ceux des P. et T. : les services capitalistes sont moins bien organisés que le nôtre.

Soutenez notre campagne !

Tous les lundis « Rouge » dans les kiosques !

abonnez-vous

réabonnez-vous

Tous les lundis Rouge chez nos abonnés !

Faites des abonnements autour de vous !

« Rouge » B.P. 201 - Paris 19.

la révolution chinoise a vingt ans

meeting de la ligue communiste

salle de la mutualité

mardi

30 septembre

à 20 h 30

important : dans un rayon de 200 km autour de Paris les militants sont convoqués pour le service d'ordre.